



Secrétariat parlementaire
Ratssekretariat

8^e procès-verbal du Conseil de ville / 8. Stadtratsprotokoll

Séance du mercredi 3 juin 2015 à 18h00

Sitzung vom Mittwoch, 3. Juni 2015, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Arnold Marc, Arnold Niels, Augsburg-Brom Dana, Baltzer Niklaus, Bohnenblust Peter, Bord Pascal, Bösch Andreas, Briechle Dennis, Cadetg Leonhard, Dillier Adrian, Donzé Pantazis Chantal, Donzé Pablo, Dunning Samantha, Fischer Pascal, Frank Lena, Freuler Fritz, Gonzalez Vidal Bassi Glenda, Grupp Christoph, Güdel Martin, Gugger Reto, Gurtner-Oesch Sandra, Hadorn Werner, Hamdaoui Mohamed, Haueter Joël, Jean-Quartier Caroline, Känzig Urs, Kaufmann Stefan, Külling Urs, Leuenberger Bernhard, Löffel Christian, Molina Franziska, Morandi Marcel, Ogi Pierre, Paronitti Maurice, Pauli Mélanie, Pichard Alain, Pittet Natasha, Rindlisbacher Hugo, Ritter Jeremias, Scherrer Martin, Schneider Sandra, Schor Alfred, Steinmann Alfred, Strobel Salome, Suter Daniel, Sylejmani Ali, Tanner Anna, Tennenbaum Ruth, Thomke Friedrich, Treu Hervé, Wendling Cécile, Wiher Max

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Güntensperger Nathan, Habegger Markus, Moser Peter, Simon Fatima, Sutter Andreas, Trachsel Alessandro, Vuille André, Wiederkehr Martin

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Stadtpräsident Fehr Erich

Gemeinderätinnen/Gemeinderäte Feurer Beat, Némitz Cédric, Schwickert Barbara, Steidle Silvia

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Suter Daniel, président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Klemmer Regula, secrétaire parlementaire

Affaires traitées / Behandelte Geschäfte **Page / Seite**

78.	Approbation de l'ordre du jour	327
79.	Communications du Bureau du Conseil de ville.....	327
80.	Motion urgente 20140290, Peter Bohnenblust, Groupe FDP/PRR/EVP/EDU, "Rénovation et transformation du Théâtre Palace: limitation de la subvention de la Ville de Bienne à 2,9 millions de fr. maximum!"	328
81.	Postulat urgent 20140330, Salome Strobel, Groupe socialiste, "Centre d'éducation routière"	330
82.	Interpellation urgente 20140291, Natasha Pittet, PRR, "Quelle est la politique de la police en Ville de Bienne concernant la vente de cannabis sous toutes ses formes?"	331
83.	Motion 20140230, Sandra Schneider, Groupe UDC/Les Confédérés, "Créer un service de signalement de faits répréhensibles"	333
84.	Motion 20140229, Sandra Schneider, Groupe UDC/Les Confédérés, "Collection d'œuvres d'art de la Ville de Bienne – affectation liée du produit de vente aux enchères"	333
85.	Postulat interpartis 20140231, Reto Gugger, PBD, Andreas Sutter, PPB, Monique Esseiva, PDC, "Stopper les occupations de terrains illégales par les gens du voyage"	337
86.	Motion urgente 20140365, (Daniel Hügli) Dana Augsburger-Brom, SP, "Améliorer les conditions de circulation pour les travailleurs et travailleuses de la zone industrielle des Champs-de-Boujean"	340
87.	Postulat urgent 20140366, Fritz Freuler, Groupe Les Verts, Daniel Hügli, Groupe socialiste, "Améliorer les prestations de service en faveur de la population et du personnel!!!"	343
88.	Interpellation urgente 20140362, Peter Moser, FDP, "Changement au Département de l'urbanisme"	344
89.	Interpellation urgente 20140364, Mohamed Hamdaoui, Groupe socialiste, "Le Service des habitants mérite-t-il encore son nom?"	344
90.	Interpellation urgente 20140363, Max Wiher, Groupe PVL, "Quel est l'avenir de la salle de la Maison du Peuple?"	345
91.	Motion 20140266, Reto Gugger, Groupe PPB/PDC/PBD, "Supprimer la subvention en faveur de la CarteCulture"	347
92.	Motivation de l'urgence de l'interpellation interpartis 20150180, Peter Bohnenblust, Groupe FDP/PRR/EVP/EDU, Dennis Briechle, Groupe PVL, Reto Gugger, Groupe PPB/PDC/PBD, Joël Haueter, Groupe UDC/Les Confédérés "Série de mesures NHS 2016+ et controlling"	351
93.	Motion 20140275, Sandra Schneider, Groupe UDC/Les Confédérés, "Stop aux interdictions de stationnement chicanières"	351
94.	Motion 20140270, Lena Frank, Les Verts, "Création d'une crèche ouverte 24h/24"	351
95.	Motion 20140272, (Daniel Hügli) Dana Augsburger-Brom, Groupe socialiste, "Amiante: protection accrue pour la population et les artisans"	352
96.	Postulat 20140273, Fritz Freuler, Groupe Les Verts, "Alléger les finances communales par une juste répartition des charges sociales"	352

97. Postulat interpartis 20140271, Urs Käzigg, Les Verts, Simon Bohnenblust, PVL, Christian Löffel, PEV, Niklaus, Baltzer, SP, "Tournant énergétique – La ville de Bienne y joue un rôle!"	356
98. Interpellation 20140267, Sandra Schneider, UDC, "Qu'entreprend la Direction de la formation pour préserver les enfants de l'aide sociale?"	356
99. Interpellation 20140274, Glenda Gonzalez, Groupe socialiste, "École biennoise: égalité des chances entre alémaniques et francophones lors de la transition à la formation professionnelle ou à la formation générale?" ...	358
100. Interpellation 20140268, Hugo Rindlisbacher, Groupe UDC/ Les Confédérés, "Mesures d'accompagnement de la circulation liées à la branche Est de l'A5"	359
101. Interpellation 20140269, Hervé Treu, Groupe socialiste, "Rue des Tanneurs (Gerbergasse), arbres et ouverture de la Suze"	359
102. Postulat urgent 20150031, Natasha Pittet, PRR, "Locaux scolaires en nombre suffisant"	361
103. Interpellation urgente 20150032, Niklaus Baltzer, Groupe socialiste, "Existe-t-il une base légale réglementant l'accès de personnes externes à l'Administration?"	361
104. Interpellation interpartis 20140293, Joël Haueter, UDC, Nathan Güntensperger, PVL, "Répercussions financières de l'introduction du MCH2"	362
105. Interpellation 20140294, Dana Augsburger-Brom, SP, «"Charges de centre urbain": causes des conséquences financières pour la Ville et possibilités d'influence accrue aux niveaux national et cantonal»	362
106. Postulat urgent interpartis 20150081, Ruth Tennenbaum, Passerelle, Pablo Donzé, Groupe Les Verts, Dana Augsburger-Brom, SP, Anna Tanner, SP, "Initiative pour une alimentation saine»: ne pas causer de préjudice lors de la rénovation de cuisines dans les écoles et les crèches"	363
107. Interpellation urgente 20150080, Maurice Paronitti, PRR, "Prévention des dérives extrémistes"	364
108. Interpellation urgente 20150082, Chantal Donzé, PDC, "Lutte contre la pauvreté"	365
109. Motion interpartis 20140335, Sandra Schneider, UDC et Reto Gugger, PBD, "Donner un signal positif pour les commerçants à Bienne: première demi heure de stationnement gratuite"	366
110. Nouvelles interventions	372

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Je vous souhaite la bienvenue à la 8^{ème} séance du Conseil de ville. Je salue tout particulièrement un nouveau membre du Conseil de ville. Il s'agit de Monsieur Bernhard Leuenberger, qui remplace Monsieur Urs Brassel. Nous lui souhaitons plein succès et beaucoup de plaisir dans sa nouvelle activité.

Vous trouverez sur votre table:

- Pratique du BCV concernant les interventions parlementaires non valides selon art. 8, al 2 du Règlement du CV
- Annales biennoises 2014

78. Approbation de l'ordre du jour

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Les postulats 20140232, Alexandre Trachsel, "Amélioration du trafic Rue de Boujean - Route de Soleure - Champ-de-Boujean"; 20140233, Alexandre Trachsel, "Amélioration du trafic Rue Johann-Renfer en direction de Zurich A5"; 20140265, Reto Gugger, Martin Scherrer, Andreas Sutter, "Bienne, ville du sport pour toutes et tous!" ainsi que la motion 20140292, Peter Moser, Cécile Wendling, "Centre-ville plus attrayant II (ou "Sauver le centre-ville")" sont renvoyés à une date ultérieure pour absence des signataires des interventions.

L'ordre du jour est approuvé avec ces modifications.

79. Communications du Bureau du Conseil de ville

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Comme déjà annoncé, le résumé de la "Pratique du Bureau du Conseil de ville concernant les interventions parlementaires non valides selon art. 8, al. 2 du Règlement du Conseil de ville" se trouve sur votre table. Le Bureau du Conseil de ville est compétent pour examiner la recevabilité formelle des interventions parlementaires. Ces derniers temps, cette compétence n'a pas été appliquée de manière systématique. La nouvelle pratique a pour objectif d'améliorer la qualité des interventions parlementaires et par ce biais, de faciliter la tâche de l'Administration appelée à y répondre. Dorénavant, vous risquez donc d'être contactés par le Secrétariat parlementaire au sujet des interventions parlementaires, comme il est indiqué au point 6 de ce résumé.

80. Motion urgente 20140290, Peter Bohnenblust, Groupe FDP/PRR/EVP/EDU, "Rénovation et transformation du Théâtre Palace: limitation de la subvention de la Ville de Bienne à 2,9 millions de fr. maximum!"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

Le Conseil municipal propose d'adopter la motion.

Bohnenblust Peter, FDP: Ich danke dem Gemeinderat für die zeitgerechte Beantwortung und positive Aufnahme meiner Motion. Da diese erheblich erklärt werden soll, verzichte ich vorläufig auf längere Ausführungen, denn die Traktandenliste ist noch lang. Es geht vor allem darum, mündliche Zusagen des Gemeinderats zum Geschäft 20100230 «Renovation Theater Palace / Projektierungskredit» anlässlich der Stadtratsdebatte vom 18. September 2014 schriftlich und verbindlich festzuhalten. Ich erlaube mir trotzdem noch eine Nebenbemerkung: im deutschen Text steht auf der zweitletzten Zeile: "*Nach geführter Diskussion...*", "*Diskussion*" also mit zwei s. Ich gehe davon aus, dass es sich um einen Schreibfehler handelt. Das Wort "*Diskussion*" gibt es nämlich tatsächlich. Es dient ausschliesslich dazu, jemanden zu dissen. Für diejenigen, die wie ich nicht auf Anhieb wissen, was "*dissen*" bedeutet: das ist ein Wort aus der Jugendsprache und bedeutet, jemanden zu diskreditieren. Ich gehe also davon aus, dass der Gemeinderat "*Diskussion*" mit einem s meinte...

Grupp Christoph, Fraktion Grüne: Grundsätzlich kann die Fraktion Grüne diesem Anliegen schon etwas abgewinnen. Die in Aussicht gestellte Begrenzung des Beitrags der Stadt auf CHF 2,9 Mio. ist offenbar möglich. Dagegen wehrt sich die Fraktion Grüne nicht. Sie hat aber Mühe mit der Art und Weise, wie nun Beschlüsse, die offenbar am 18. September 2014 gefällt wurden, erzwungen werden sollen. Sie sieht nicht ein, weshalb zwei Monate später eine Motion nachgeschoben wird, die eine verbindliche Regelung verlangt. Ich möchte nun nicht die ganze Finanzdebatte wiederholen, aber ein Plan ist ein Plan ist ein Plan... das gilt auch hier. Die Fraktion Grüne möchte beliebt machen, dass in Zukunft auf solche Vorstösse verzichtet wird. Das Anliegen, die Renovation so kostengünstig wie möglich auszuführen, wurde aufgenommen. Für die Fraktion Grüne ist es Zwängerei, wenn es nun noch mit einer dringlichen Motion untermauert wird. Deshalb bitte ich den Stadtrat, die vorliegende Motion abzulehnen.

Hamdaoui Mohamed, au nom du Groupe socialiste: Essayons d'être sportifs. Il y a un principe de base dans tous les sports: il ne faut pas changer les règles de jeux, lorsque la partie a déjà commencé. Ce projet de la rénovation du Théâtre Palace a été lancé il y a de nombreuses années. Les différents partenaires ont essayé de trouver les meilleures solutions pour concilier deux impératifs: éviter que le contribuable ne soit trop sanctionné par un tel projet, mais aussi faire en sorte d'avoir un projet qui soit à la hauteur de ses ambitions. Ce projet a été présenté au Conseil de ville. Certaines personnes, qui y étaient hostiles ou méfiantes, ont changé d'avis et décidé de lui donner une chance, lorsque le sujet a été discuté au Conseil de ville. Pourquoi aujourd'hui contester encore un peu plus ce projet? Le Conseil de ville utilisera-t-il la même règle ou le même principe lorsqu'il s'agira de lancer le projet de la rénovation de la place de la Gare ou un autre projet de ce style, qui potentiellement peut présenter des dangers en matière financière? Le Groupe socialiste est d'avis,

qu'avec cette manière de faire le Conseil de ville créerait un précédent dangereux et une véritable injustice. Je vous invite cordialement à rejeter cette motion pour le principe de l'égalité des droits et pour que, comme dans le sport, non seulement les règles du jeu soient respectées, mais que les joueurs soient aussi "fairplay" jusqu'au bout.

Dillier Adrian, Groupe UDC/Les Confédérés: Monsieur Hamdaoui, on ne change pas les règles du jeu. Les règles du jeu sont imposées par la situation financière de la Ville. Il importe donc de limiter les dégâts et de limiter les dépenses. C'est la raison pour laquelle cette motion fait sens. Le Conseil municipal recommande d'ailleurs de l'adopter. Le Groupe UDC/Les Confédérés vous propose de le suivre.

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Der Gemeinderat empfiehlt dem Stadtrat, die vorliegende Motion erheblich zu erklären. Die Frage des Kostendachs kam bereits während der Stadtratssitzung vom 18. September 2014 auf. Der Gemeinderat hat dazu Stellung genommen. Er sagte bereits damals, dass er sein Möglichstes geben wird, die CHF 2,9 Mio. nicht zu überschreiten. Das gilt auch weiterhin. Grundsätzlich braucht es meines Erachtens keine Motionen, die den Gemeinderat verpflichten, sich an seine Aussagen zu halten. Das tut er sowieso. Nun liegt die Motion aber vor und kann erheblich erklärt werden. Wie ich aber bereits während der Debatte zum Projektierungskredit sagte, ist die Situation im Palace sehr komplex, denn es gibt viele Abhängigkeiten. Die Fixierung des städtischen Beitrags auf maximal CHF 2,9 Mio. hat einen Einfluss auf die vom Kanton zu erwartende Summe von CHF 1,5 Mio.. Zudem wird für dieses Projekt noch ein Beitrag von CHF 1 Mio. von Privaten (z.B. Stiftungen oder Spenden) erwartet. Würde die vorliegende Motion erheblich erklärt und könnten nur CHF 800'000 gesammelt werden (was ja auch ein stolzer Betrag ist), müsste das Projekt so angepasst werden, dass es ohne die fehlenden CHF 200'000 realisiert werden kann. Noch schlimmer ist die Situation bei den Kantonsgeldern, denn der Kanton finanziert nur wertvermehrende Sanierungen mit. An klassischen Renovationen, beispielsweise dem neuen Teppich, wird er sich also nicht beteiligen. Deshalb steht der Gemeinderat nun vor der grossen Aufgabe, verschiedene Varianten zu verfolgen, damit er auf kleiner ausfallende Beiträge von Privaten und Kanton reagieren kann. Sicherlich wird er beispielsweise die wertvermehrenden Sanierungen priorisieren und kleinere Renovationen erst berücksichtigen, wenn noch Geld dafür vorhanden ist. So sollte es möglich sein, den städtischen Beitrag auf CHF 2,9 Mio. zu beschränken. Der Gemeinderat will das probieren. Auch er hat ein Interesse daran, dass dieser Kostenrahmen eingehalten wird. Ich gebe aber zu, dass das nicht einfach sein wird.

Es stimmt, dass ein Projektierungskredit eine Genauigkeit von +/- 25% hat. Im frühen Projektstadium ist es noch nicht möglich, genauere Kostenschätzungen zu machen. Der vorliegende Vorstoss könnte deshalb provozieren, dass künftig in der Investitionsplanung und in den Projektierungskrediten eine eher höhere Summe veranschlagt wird, weil bereits mit einem Kostendach oder mit einer Kürzung durch den Stadtrat gerechnet wird. Das finde ich schwierig und der Gemeinderat will das natürlich nicht. Ein Projekt muss seinen Weg gehen können. Der Stadtrat muss entscheiden können, ob er ein Projekt will oder nicht. Vielleicht wäre ihm die Umsetzung schlussendlich zusätzliche CHF 200'000 wert. Diese Möglichkeit sollte sich der Stadtrat grundsätzlich nicht verbauen. Vorliegend versucht der Gemeinderat, den städtischen Beitrag auf CHF 2,9 Mio. zu beschränken. Er hofft, dass Kanton und

Private die vorgesehenen Summen beisteuern werden. In diesem Sinn bitte ich den Stadtrat, die vorliegende Motion zu überweisen.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal d'adopter la motion

La proposition est acceptée.

81. Postulat urgent 20140330, Salome Strobel, Groupe socialiste, "Centre d'éducation routière"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de le radier du rôle.

Strobel Salome, SP: Dieses dringliche Postulat hat in der Zwischenzeit etwas Staub angesetzt. Trotzdem möchte ich etwas dazu sagen. Eine Verkehrsschulungsanlage kann nicht einfach so gezügelt werden. Zwar sind Velos und Go-Karts noch rasch irgendwohin transportiert, aber für die Ampelanlagen braucht es ein abschliessbares, vandalsicheres Grundstück. Es freut mich sehr, dass der Gemeinderat die Verkehrsschulung der Bieler Kinder als wichtig einstuft und dass er sich gewillt zeigt, die Kantonspolizei bei der Suche nach einem vorübergehenden Standort zu unterstützen. Leider ist es bei einer Willensbekundung geblieben. Der für die Verkehrsschulung zuständige Kantonspolizist wurde von der Stadt, respektive von der Abteilung Sicherheit, nie kontaktiert. Er unternahm seinerseits einige Versuche, bei der Stadt auf offene Ohren zu stossen, fand aber kein Gehör, weil er leider nicht die richtigen Stellen kontaktierte. Auf Eigeninitiative des Instructors konnte der jetzige Standort bei der Ceratizit gefunden werden. Das Problem hat sich also kurzfristig gelöst. Dass der Gemeinderat das Postulat positiv beantwortet und sich dann in keiner Weise dafür engagiert, ist für mich enttäuschend. Ein schaler Geschmack hinterlässt bei mir auch der Umstand, dass nicht einmal eine Kontaktaufnahme stattgefunden hat, also die Bedürfnisse abgeklärt worden wären. Aus meiner Sicht wäre das das Minimum gewesen. Schon bald kann die Anlage wie vorgesehen in die Tissot-Arena zügeln. Leider bleibt es damit aber weiterhin nicht möglich, eine frei zugängliche, einfache Übungsanlage für Familien zur Verfügung zu stellen, ein Freiraum, der den Kindern ermöglichen würde, das Fahren im Strassenverkehr angstfrei zu üben. Auf den Schulhausplätzen herrscht ja mittlerweile Fahrverbot... Dieser Wunsch ist aber nicht Teil des vorliegenden Postulats. Ich habe ihn einfach wieder einmal deponiert. Ich danke grundsätzlich für die positive Aufnahme meines Anliegens, für Unterstützung kann ich mich leider nicht bedanken.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Frau Strobel kündigte mir schon an, dass sie mit dem Engagement der Abteilung Sicherheit nicht zufrieden ist. Ich klärte dies intern ab und erhielt etwas andere Informationen. Somit möchte ich meine Mitarbeitenden in Schutz nehmen. Das Thema wurde mehrmals bei internen Sitzungen angesprochen, an welchen beispielsweise auch der Vertragspartner der

Kantonspolizei anwesend war. Es wurde darüber gesprochen, dass es eine Lösung braucht. Zudem fragte die Abteilung Sicherheit mehrmals beim zuständigen Kantonspolizisten nach, wie der Stand sei. Grundsätzlich hat die Kantonspolizei die Aufgabe, die Verkehrsschulungsanlage zur Verfügung zu stellen. Das liegt nicht in städtischer Kompetenz und der Gemeinderat kauft diese Dienstleistung auch nicht ein. Hätte die Kantonspolizei signalisiert, es sei unmöglich, einen Platz zu finden, hätte die Abteilung Sicherheit gerne weitergeholfen. Es zeigte sich aber, dass das nicht nötig war, denn die Kantonspolizei fand selber eine vorübergehende Lösung.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

82. Interpellation urgente 20140291, Natasha Pittet, PRR, "Quelle est la politique de la police en Ville de Bienne concernant la vente de cannabis sous toutes ses formes?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 3)

L'interpellante est satisfaite de la réponse.

Pittet Natasha, PRR: Les réponses données à cette interpellation sont intéressantes, mais elles soulèvent d'autres questions. Par exemple au point 1 on peut lire: *"La police est tout à fait consciente que n'importe qui peut transformer sa cave, son appartement ou n'importe quel local en une serre pour y cultiver du chanvre. Il existe des magasins qui vendent tout le matériel nécessaire à cet effet. Toujours est-il que la police intervient dès qu'elle a des indices concernant une telle plantation. Il n'y a pas de passe-droit"*. Donc, si le problème est effectivement pris au sérieux, j'espère que la police observe et suit toutes les personnes qui sortent les bras chargés de ces magasins.

Au point 3, le Conseil municipal répond: *"Tout policier constatant une infraction est tenue de la dénoncer. Si cela est vrai pour les délits et crimes, il existe toutefois une certaine marge d'appréciation dans le domaine des contraventions, comme c'est le cas en matière de circulation (amende d'ordre pour ceinture, etc.), mais aussi pour la consommation de cannabis"*. La police cantonale n'est certes pas responsable du fait que la législation fédérale ferme les yeux sur ces pratiques, mais j'espère vivement, que cette marge d'appréciation ne soit pas trop large. Il est aussi significatif, que la réponse dise uniquement que: *"La Police cantonale dispose également d'un groupe actif au niveau du trafic de rue (groupe PK), dont une des tâches est d'empêcher la création d'une scène ouverte de la drogue"*. La personne, qui lit la réponse pourrait comprendre et je crains qu'il en soit effectivement ainsi, que l'existence d'une scène caché ne gêne pas vraiment. Une drogue achetée dans un appartement est cependant tout aussi nocive qu'une drogue achetée dans la rue. La réponse est intéressante, mais je ne suis pas du tout satisfaite de la situation réelle sur le terrain.

Frank Lena, Grüne: Beim Lesen dieser Interpellation rieb ich mir ein paar Mal die Augen, für einmal nicht wegen der Antworten, sondern wegen der Fragen. Diese warfen für mich erneut Fragen auf. Vor allem fragte ich mich, ob es mir später als Mutter lieber wäre, dass meine Kinder kriminalisiert werden, weil sie kiffen oder ob sie

hin und wieder ungestört einen Joint rauchen können. Es ist erwiesenermassen so, dass starke Repression nichts bringt, im Gegenteil. Führen wir uns doch die Alkoholprohibition in Amerika vor Augen! Die Jugendlichen müssen lernen, mit dem Konsum umzugehen. Erfahrungsgemäss kann ein unangenehmes Flash durchaus lehrreicher und nachhaltiger sein als eine Polizeikontrolle. Was mir auch sauer aufstiess ist, dass in der Interpellation alle Drogen in einen Topf geworfen werden, obwohl es offensichtlich um Cannabis geht. Das ist sehr undifferenziert. Zum Schluss ein Denkanstoss an die unternehmerische Seite: nach dem Entscheid der Schweizerischen Nationalbank, den Euromindestkurs fallen zu lassen, braucht es etwas Kreativität in der Erschliessung neuer Wirtschaftszweige. Wieso nicht auf Hanf setzen? Die Bedingungen im Seeland wären optimal. Zudem ist es eine einheimische Pflanze. Dadurch könnten vielleicht auch ein paar Landwirtschaftssubventionen eingespart werden...

Tennenbaum Ruth, Passerelle: Vor ein paar Monaten führte ich ein sehr interessantes Gespräch mit einem Polizisten, der verdeckt ermittelt. Zwar betraf es nicht genau das Anliegen der Interpellation, sondern den Drogenhandel generell. Ich war sehr beeindruckt, wie dieser Polizist arbeitet. Ich hätte diesem Herrn nicht angesehen, dass er ein verdeckter Ermittler ist. Die Arbeit der Kantonspolizei in diesem Bereich muss auch einmal positiv beurteilt werden.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Für die Steuerung der Zusammenarbeit mit der Kantonspolizei gibt es verschiedene Möglichkeiten, auf welche in der Beantwortung hingewiesen wird. So kann die Stadt der Kantonspolizei zum Beispiel mittels Brennpunktsteuerungen sagen, wo sie ihre Schwerpunkte setzen soll. Cannabis zählt nicht dazu. Es gibt aber drei Schwerpunkte, die damit einen Zusammenhang haben:

1. Umgebung von Suprax (Zentrum für ambulante Suchtbehandlung): dabei geht es aber um andere Konsumationsformen.
2. Neuer Standort Kaktus: auch dort geht es um die Konsumation harter Drogen
3. Bahnhof

Diese drei Schwerpunkte betreffen den Bereich Drogenkonsum. Es stimmt, dass es dabei nicht unbedingt um Cannabis geht. Trotzdem zeigen sie, dass der Gemeinderat die Drogenproblematik stark gewichtet. Die Brennpunktsteuerung könnte auch anders aussehen...

Selbstverständlich könnte immer mehr gemacht werden. Die Kantonspolizei hat aber begrenzte Ressourcen. Die Stadt hat Bedürfnisse, und zwar nicht nur im Zusammenhang mit Drogenkonsum, sondern auch im Zusammenhang mit Konsum von Cannabis. Weitere Themen sind Gewaltverbrechen, Verkehrsübertretungen, Diebstähle. Auch in diesen Bereichen muss die Kantonspolizei präsent sein. Die Kantonspolizei muss eine Dienstleistung erbringen, die für die Bevölkerung gesamthaft stimmt und das Sicherheitsempfinden objektiv verbessert. Das Thema Cannabis ist ein Teil des Ganzen. In diesem Sinn bitte ich den Stadtrat, die vielschichtige und gute Arbeit der Kantonspolizei zur Kenntnis zu nehmen.

83. Motion 20140230, Sandra Schneider, Groupe UDC/Les Confédérés, "Créer un service de signalement de faits répréhensibles"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 4)

Le Conseil municipal propose d'adopter la motion sous forme de postulat et de le radier du rôle.

Schneider Sandra, SVP: Es freut mich, dass meine Forderung im Rahmen der Revision des Personalreglements realisiert werden soll. Deshalb kann ich dem Gemeinderat folgen.

Frank Lena, Grüne: Die Fraktion Grüne begrüsst diese Idee. Das vom Gemeinderat angesprochene Hauptproblem ist die sexuelle Belästigung. Diese kann schon im Kleinen vorkommen, zum Beispiel verbal. Es ist unbedingt nötig, dass die Toleranzgrenze der Betroffenen akzeptiert wird. In diesem Zusammenhang fiel mir ein, dass Frau Schneider kürzlich dafür plädierte, keine Gleichstellungsprojekte mehr zu unterstützen. Die von ihr nun geforderte Fachstelle geht aber genau in diese Richtung und bringt erwiesenermassen etwas. Eine solche Fachstelle kann auch Aufklärungsarbeiten gegen sexuelle Belästigung übernehmen. Da vor allem Frauen von sexueller Belästigung betroffen sind, geht also auch eine solche Fachstelle in Richtung Gleichstellung. Dass sie ins Personalreglement aufgenommen werden soll, findet die Fraktion Grüne sehr gut. Sie kann dem Gemeinderat folgen.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

84. Motion 20140229, Sandra Schneider, Groupe UDC/Les Confédérés, "Collection d'œuvres d'art de la Ville de Bienne – affectation liée du produit de vente aux enchères"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 5)

Le Conseil municipal propose d'adopter la motion sous forme de postulat et de le radier du rôle.

Schneider Sandra, SVP: Ich danke dem Gemeinderat für seine Stellungnahme. Es ist erschreckend, dass von mehreren 1'000 Kunstobjekten keines Wert zu haben scheint. Auch wenn ein Verkauf gemäss Beantwortung nicht zum gewünschten Ergebnis führen würde, war die vorliegende Motion doch sehr aufschlussreich. Der Stadtrat weiss nun zum Beispiel, dass die Stadt jährlich rund CHF 100'000 ausgibt, um immer neue Kunstgegenstände zu erwerben. Dieser Budgetposten geniesst aufgrund der angespannten Finanzlage sicher keine hohe Priorität. Der Stadtrat weiss nun auch, dass der Wert der Neuanschaffungen nicht ermittelt wird. Es ist also unklar, ob der Kaufpreis einer realistischen Schätzung entspricht oder ob er ohne genauere Abklärungen einfach bezahlt wird. Der Stadtrat weiss nun auch, dass die Stadt anstrebt, dank ihrer Einkaufspolitik ein "*nennenswerter Partner von Museen*" zu sein, was nicht zwingend Staatsaufgabe ist. Wenn der Stadtrat der Bevölkerung die Erhöhung von Steuern, Gebühren und Abgaben schmackhaft machen will, sollte die

Stadt in Zukunft auf weitere Kunstkäufe verzichten. Mit der Beantwortung des Vorstosses bin ich einverstanden. Ich kann dem Gemeinderat folgen.

Bösch Andreas, Grüne: In jedem Budget steht, dass die Stadt CHF 100'000 für Kunst ausgibt. Das hat der Stadtrat nicht erst aufgrund der vorliegenden Motion herausgefunden. Frau Schneider aber vielleicht schon... Die Fraktion Grüne findet diese Ausgabe auch richtig. Sicher kann darüber diskutiert werden, wie hoch der aufgewendete Betrag sein soll. Die Stadt hat aber auch eine Verpflichtung gegenüber ihrem kulturellen Erbe. Deshalb ist es für die Fraktion Grüne etwas schwierig, wenn nun eine Diskussion über den Marktwert regionaler Kunstprodukte geführt werden soll. Vielleicht hat ein Objekt auf dem Kunstmarkt keinen hohen Wert, wegen seiner Beziehung zu Biel kann es für die Stadt trotzdem sehr wertvoll sein. Deshalb findet die Fraktion Grüne, dass die Stadt weiterhin Kunst von lokalen Künstlern kaufen, aufbewahren und zur Verfügung stellen soll. Damit können diese Werke ausgestellt werden und sind auch für spätere Generationen verfügbar. Diese Sammlung einfach so zu verscherbeln, fände die Fraktion Grüne sehr schade.

Gonzalez Glenda, PSR: Madame Schneider, je suis très étonnée de votre intervention, étant donné qu'effectivement il s'agit avant tout d'un patrimoine régional. J'ai cru comprendre, que vous défendiez la région et son patrimoine ainsi que la culture locale! Je suis d'accord avec vous, que la Collection d'oeuvres d'art de la Ville de Bienne n'est pas suffisamment visible. Trouvez davantage de moyens pour la rendre visible! Il est possible de louer des œuvres et je vous invite à en louer quelques-unes. Les entreprises, l'économie privée, toutes les organisations peuvent bénéficier d'une location de ces œuvres. Certaines parties des collections municipales sont exposées au Nouveau Musée Bienne (NMB). Je suis d'accord avec ce qui vient d'être dit, à savoir que la culture n'est pas rentable par définition. La culture est un patrimoine et il de notre responsabilité d'entretenir ce patrimoine pour nous et pour les générations futures.

Briechle Dennis, GLP: Aus Sicht der Fraktion GLP greift diese Motion gerade angesichts der finanziell schwierigen Situation der Stadt ein durchaus legitimes Anliegen auf. Der Vorstoss hat aufgezeigt, dass die Stadt eine beachtliche Sammlung an Kunstobjekten und Gegenständen von historischem Wert besitzt. Dass ein Grossteil dieser Objekte für die Öffentlichkeit nicht zugänglich ist und in irgendeinem Depot vor sich hin schlummert, ist aus Sicht der Fraktion GLP unbefriedigend. Sie versteht allerdings die Argumente des Gemeinderats gegen eine Auktionierung. Für einen Grossteil der Sammlung wäre ein gewinnbringender Verkauf wohl tatsächlich nicht realistisch und auch nicht wünschenswert. Die Fraktion GLP wird deshalb dem Antrag des Gemeinderats folgen. Sie findet es allerdings schon etwas fraglich, die bereits umfangreiche Sammlung weiterhin im bisherigen Tempo zu vergrössern. Stutzig machen auch einige Zahlen in der Beantwortung. Dass die Stadt pro Jahr CHF 100'000 für die Kunstsammlung ausgibt, war mir auch schon bekannt. Neu allerdings ist, dass damit offenbar ungefähr 35 Werke pro Jahr gekauft werden. Das bedeutet, im Schnitt gibt die Stadt pro Werk CHF 2'500 bis 3'000 aus. Gleichzeitig ist der Beantwortung aber zu entnehmen, dass der durchschnittliche Versicherungswert dieser Werke nur ungefähr CHF 500 beträgt. Der Gemeinderat führt sogar noch weiter aus, dass nicht einmal sicher sei, ob dieser Wert auf dem Markt erreicht werden könnte. Es entsteht der Eindruck, dass die Stadt überteuert einkauft und dass sie indirekt den Kunstmarkt subventioniert. Gerade auch angesichts dieser Situation

denkt die Fraktion GLP, dass der Gemeinderat die Beschaffung neuer Kunstwerke überdenken und den Umfang der Sammlung künftig reduzieren sollte.

Baltzer Niklaus, SP: Vorliegend werden zwei Begriffe vermischt. Einerseits geht es um Kunsthandel, andererseits um das kulturelle Erbe. Vielleicht ist es schwierig zu verstehen, dass das zwei unterschiedliche Bereiche sind. Die SP-Sprecherin hat gesagt, mit Kunst könne man kein Geld machen. Das stimmt einfach nicht. Hätte die Stadt frühzeitig Werke von Picasso gekauft, wäre sie heute reich. Hier geht es aber um etwas anderes. Es geht darum, die lokale Kultur mit einem Beitrag zu unterstützen. Das gleicht einer gewissen Subventionierung, das stimmt. Die Kulturschaffenden, die am kulturellen Erbe der Stadt, des Kantons und der Schweiz arbeiten, sollen unterstützt werden. Dafür finde ich CHF 100'000 nicht besonders viel. Dass damit aber kein Geld gemacht werden kann, dürfte klar sein. Es handelt sich nicht um Picassos, sondern um kulturelles Erbe. Natürlich könnte gesagt werden, mit diesen CHF 100'000 solle spekuliert werden, so dass zukünftige Picassos angeschafft werden. Dann müsste aber nicht in Biel eingekauft werden. Damit könnte vielleicht mehr Geld gemacht werden, als mit den Werken, die heute angeschafft werden. Ich finde, in der laufenden Diskussion werden Dinge vermischt, die nicht vermischt werden sollten. Vielmehr sollte das kulturelle Erbe der Stadt mit einem kleinen Beitrag erhalten und gestützt werden.

Strobel Salome, SP: Über Kunst könnte der Stadtrat noch lange streiten. Die Auffassung darüber, wo Kunst anfängt und wo sie aufhört sowie was gefällt, ist individuell. Im Internet fand ich die folgende Definition: *"Kunst ist eine wesentliche Ausdrucksform für Gefühle und Gedanken, welche den Menschen bewegen. Kunst ist hierbei weniger das, was Kritiker und Spekulanten für wertvoll und handelbar halten, sondern vielmehr all das, worin der Künstler ein Stück von sich selbst gegeben hat. Sei es ein grosses oder ein eher bescheidenes Werk, es ist immer Ausdruck einer expressiven Schaffenskraft und des Bedürfnisses, sich mitzuteilen."* Der zweite Satz trifft genau den Punkt: es ist nicht an uns einzelnen zu beurteilen, ob ein Kunstwerk Kunst ist und ob es gerecht ist, dass die Stadt die Werke der einzelnen Kunstschaffenden kauft. Ja, die Stadt hat ausser den Bildern von Robert aus heutiger Laiensicht kaum bekannte Kunstschatze, es sei denn, es sei gerade 1. April und ein Picasso tauche auf... Herr Bösch sagte es: Bieler Kunstschaffende sind Teil der städtischen Geschichte. Klar enthält die Sammlung auch Werke, die aus heutiger kunsthistorischer Sicht nicht mehr so geschätzt werden. Diese sind aber als Zeitzeugen wichtig. Sie sagen viel aus über die Kunstszene einer bestimmten Epoche. Gerade die neuere Geschichte Biels mit dem Abriss von aus heutiger Sicht wertvollen Gebäuden zeigt, dass nicht der aktuelle Geschmack entscheidend ist.

Hamdaoui Mohamed, PSR: Madame Schneider, avez-vous visité la Collection d'oeuvres d'art de la Ville de Bienne? Je suis allé la visiter et j'en suis sorti les larmes aux yeux. Toute l'histoire de ma ville et de ma région se trouve dans cette collection. Le fait qu'on puisse, pour des raisons mercantiles, vouloir me priver d'une partie de mon patrimoine me blesse profondément. En suivant votre logique jusqu'au bout, il faudrait créer un poste de collectionneur d'art à la Ville de Bienne, qui pourrait déterminer la valeur des œuvres de la collection, en fonction de l'évolution du marché. Je suppose que ce poste coûterait beaucoup plus cher, que ce que la Ville pourrait réaliser en vendant de ses œuvres.

Schneider Sandra, SVP: Regionale Kunst finde ich gut. Sicher hat sie ihren historischen Wert und ihre Berechtigung. Ich habe aber ein paar Zahlen in Erfahrung gebracht, die ich dem Stadtrat nicht vorenthalten möchte: im Jahr 2013 wurden 10 Kunstwerke von Bieler Kunstschaaffenden gekauft, 1 aus der Region, 6 aus der übrigen Schweiz und 5 aus dem Ausland. 2014 wurden 6 Kunstwerke von Bieler Kunstschaaffenden gekauft, 1 aus der Region, 1 aus der übrigen Schweiz und aus dem Ausland 1. Ich frage mich, weshalb die Stadt auch kantonale, schweizerische oder gar ausländische Werke sammelt. Das hat von mir aus gesehen keine Legitimation. Deshalb ist es sicher richtig, dass, wenn schon, nur Bieler Kunst gekauft wird.

Némitz Cédric, directeur de la formation, de la culture et du sport: Madame Schneider a raison: la Collection d'œuvres d'art de la Ville de Bienne a une grande valeur locale et une grande valeur pour notre Ville. Le Conseil municipal tient à ce patrimoine. Je suis heureux d'entendre, que le Conseil de ville se reconnaisse aussi attaché à ce patrimoine. L'inconvénient est que ce patrimoine a une grande valeur locale, mais pas forcément une très grande valeur commerciale. Si la Collection d'œuvres d'art de la Ville de Bienne est présentée sur le marché international, elle risque de ne pas avoir un grand succès. Je crois qu'il faut se tenir à cette valeur locale et la défendre. C'est une richesse biennoise, une richesse historique et culturelle. Madame Schneider, vous devez absolument venir visiter la Collection d'œuvres d'art de la Ville de Bienne. Vous aurez droit à une "Führung auf Deutsch". Es wird sehr angenehm und interessant sein. Le patrimoine est très important, mais il faut toujours se souvenir que cette collection est aussi le moyen pour la Ville de soutenir la création artistique locale, donc les artistes biennois. Des expositions à dimension internationale exposent des œuvres, qui parfois sont acquises par la Ville. C'est aussi intéressant, que dans la Collection d'œuvres d'art de la Ville de Bienne il y ait des œuvres, qui viennent de l'extérieur, mais qui ont été exposées à Bienne. Le Conseil municipal a étudié la possibilité de vendre ces oeuvres d'art, mais ce ne serait pas forcément rentable. Dans cette collection, il y a une antique bannière biennoise (avec les deux haches) du Pape Jules II, qui date du 16^{ème} siècle. Je pense que tout le monde sera d'accord de dire qu'il ne faut pas vendre cette bannière 500'000 fr. ou 2'000 fr. En plus, le prix des œuvres varie. La Commission des arts visuels analyse très strictement et très précisément la valeur des œuvres. L'année passée, un musée de Berlin a fait une demande pour obtenir une œuvre biennoise. La Ville de Bienne a donc prêté à ce musée de Berlin une œuvre, qui se trouve dans la Collection d'art. Cela a été possible, parce que toute la collection est disponible en ligne. Il est possible de consulter l'ensemble des œuvres, de les voir avec le descriptif de leurs auteurs. C'est aussi une manière de faire rayonner notre culture biennoise. Dans ce sens-là, les sommes que la Ville a engagées dans cette collection sont importantes pour le rayonnement de notre Ville.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

85. Postulat interpartis 20140231, Reto Gugger, PBD, Andreas Sutter, PPB, Monique Esseiva, PDC, "Stopper les occupations de terrains illégales par les gens du voyage"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 6)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de le radier du rôle.

Gugger Reto, BDP: Ich danke der Direktion Soziales und Sicherheit (DSS) und den beteiligten städtischen Angestellten für die Beantwortung dieses Postulats. Die Ausführungen auf Seite 1 decken sich ungefähr mit der Beantwortung der Interpellation 20140128, Donzé, «Fahrende», die anlässlich der Stadtratssitzung vom 15. Januar 2015 behandelt wurde. Ich frage mich: hätte man sich diese Seite nicht sparen können mit einem Verweis auf die Interpellation 20140128? Als Resultat hätten rund 100 Seiten A4 weniger kopiert werden müssen. Auch mit kleinen Massnahmen, die niemandem wehtun, kann manchmal gespart werden. Das aber nur als Randbemerkung...

Grundsätzlich geht es den PostulantInnen nicht darum, den Fahrenden, die sich an die Regeln halten, den Weg nach Biel zu versperren. Ihnen soll weiterhin ein Platz zur Verfügung gestellt werden. Sie möchten aber, dass der Missbrauch der Bieler Gastfreundschaft durch einschlägig bekannte andere Fahrende verhindert wird. Auf Seite 2 der Beantwortung werden vier Standorte aufgelistet, wo sich in der Vergangenheit immer wieder ausländische Fahrende niedergelassen haben. Drei Absätze später werden die Gegenmassnahmen genannt, die auf den vorgenannten Standorten ergriffen worden seien. Leider fehlt dort der wichtigste Standort, nämlich der Platz südlich des Grundstücks, auf dem die Schrottbar steht. Deshalb fragte ich bei der DSS nach und erhielt die folgende Antwort: *"Der Platz südlich der Schrottbar ist unseres Wissens in der Zwischenzeit durch Erdwälle unzugänglich gemacht worden"*. Von der Wirksamkeit dieser Massnahme wollte ich mich selber überzeugen. Ich staunte, denn diese Erdwälle verhindern die Nutzung des Standorts in keiner Art und Weise. Als ich dort vorbei ging, war der Platz nämlich schon wieder von Fahrenden besetzt... Die Situation hat sich seit Einreichen des Postulats nicht verändert. Immer wieder machen Fahrende Schlagzeilen. Die bisher vom Gemeinderat getroffenen Massnahmen genügen aus Sicht der PostulantInnen nicht, um Besetzungen im Sinn eines *Fait à compli* zu verhindern, was der Gemeinderat in seiner Beantwortung auch bestätigt. In der Vergangenheit erfüllte hingegen eine Höhenbegrenzungssperre an der Verzweigung Länggasse - Längfeldweg ihren Zweck gut. Vielleicht findet sich diese noch irgendwo in einem Lagerraum der Stadt und könnte rasch und kostengünstig reaktiviert werden. Das Anliegen der Postulanten ist noch nicht umgesetzt. Konsequenterweise **beantragen sie deshalb, das Postulat erheblich zu erklären, aber nicht abzuschreiben.**

Känzig Urs, Grüne: Die Postulanten und der Gemeinderat sagen es selber: die ausländischen Fahrenden kommen, ob es einen offiziellen, legalen Durchgangsplatz gibt oder nicht. Aus der Antwort des Gemeinderats entnehme ich, dass der Ärger und der Aufwand bei illegalen Platzbesetzungen tendenziell noch höher ist als beim Pilotversuch beim ehemaligen Zentralschiessplatz. Ich denke, niemand will solche Szenen wie kürzlich in Bern. Deshalb mein Appell: bleiben wir pragmatisch, auch wenn es verständlicherweise nicht leicht fällt und wenn das Verhalten eines kleinen

Teils der ausländischen Fahrenden mehr als stossend ist. Schaffen wir irgendwo im Bözingenfeld einen temporären Durchgangsplatz, der von ausländischen Fahrenden genutzt werden kann. Dass ein einfacher Unterhalt auch für die unbeliebten Freilufttoiletten, die offenbar kulturell nötig sind, möglich ist, zeigen Beispiele aus dem Kanton Aargau. Ich kann versichern, dass auch die Grünen wollen, dass sich diese Personen korrekt verhalten, eine anständige Platzmiete bezahlen und beim Weiterziehen keinen Abfall hinterlassen. Deshalb nochmals mein Appell: bleiben wir pragmatisch und lösungsorientiert, auch wenn es manchmal nicht ganz einfach ist und auch, wenn die Stimmung am Stammtisch vielleicht eine andere ist.

Löffel Christian, EVP: Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU unterstützt das Anliegen, das Postulat nicht abzuschreiben. Die Probleme sind nicht gelöst. Geben wir dem Gemeinderat nochmals Zeit, pragmatische Lösungen zu suchen, die für alle Beteiligten zufriedenstellend sind.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Ich danke für die kurze, aber interessante Diskussion. Herr Gugger ist nicht zufrieden mit den bisher ergriffenen Massnahmen. Das ist nachvollziehbar. Am einen oder anderen Ort könnte tatsächlich noch mehr gemacht werden. Der Gemeinderat tut aber sein Möglichstes. Viele der von den Fahrenden besetzten Grundstücke gehören gar nicht der Stadt. Dort kann die Stadt keine direkten Massnahmen ergreifen. Sie kann aber mit den betroffenen GrundeigentümerInnen Kontakt aufnehmen und sie beraten. Dies kann einerseits präventiv sein, andererseits kann aber auch aufgezeigt werden, welche rechtlichen Möglichkeiten es bei einem bereits besetzten Gelände gibt. Die Stadt hat zudem ein neues Merkblatt herausgegeben, das entsprechende Informationen und Hinweise für GrundeigentümerInnen enthält. Klar ist die Situation jedesmal anders. Auf städtischen Grundstücken wurden zum Teil schwere Betonblöcke platziert, so dass Autos zwar noch passieren können, Wohnwagen aber nicht. Das hat sich an einigen Orten bewährt. Es gibt aber bereits erste Situationen, in welchen die Fahrenden versucht haben, diese Betonblöcke zu entfernen. Es muss also über eine Möglichkeit nachgedacht werden, die Betonblöcke im Boden zu verankern. Andernorts ist es sinnvoller, Gräben oder Wälle zu erstellen. Der Gemeinderat ist mit der Situation auch nicht glücklich und er hat mehrmals darüber diskutiert. Er kann dem Stadtrat aber keine Wunder versprechen. Das Anliegen des Postulats hat er ernst genommen und setzt es auch laufend um. Das ganze Bözingenfeld wurde mit entsprechenden baulichen Massnahmen ausgestattet. An einigen Orten ist es aber zumindest vorübergehend einfach nicht möglich, etwas zu tun, weil zum Beispiel auch noch Grundstücke zur Lagerung von Baumaterial benötigt werden, so bei der Tissot Arena. Dort sieht die Situation in einem Jahr aber schon wieder anders aus. Dazu muss ich mich noch entschuldigen, denn offenbar hat Herr Gugger keine präzise Antwort auf seine Rückfrage erhalten. Dieses Grundstück kann zurzeit nicht total abgesperrt werden, da nützt auch das Postulat nichts. Es muss einfach gewartet werden, bis der Bau der Tissot Arena abgeschlossen ist. Die Situation ist schwierig. Die von Herrn Känzig gewünschte Haltung hat der Gemeinderat früher geteilt. Den Fahrenden wurden Elektrizität, Wasser, Kehrbehälter und Toiletten zur Verfügung gestellt. Das Resultat war immer das gleiche: Die Plätze wurden dreckig hinterlassen und die Stadt musste aufräumen. Es ist nachvollziehbar, dass die Akzeptanz für die Fahrenden in der Bevölkerung spürbar abnimmt. Das nimmt der Gemeinderat ernst. Er kann nicht mehr wegschauen. In dem Sinn geht er in die vom Postulat verlangte Richtung und unterstützt diese auch. Der Gemeinderat sieht keine andere Lösung.

Kürzlich war den Medien zu entnehmen, dass Kanton und Bund, die ja für neue Durchgangsplätze besorgt sein müssen, bei der Autobahnausfahrt Meisberg ein Grundstück gefunden haben, auf dem ein fester Standplatz eingerichtet werden soll. Das ist aus Sicht des Gemeinderats ein sinnvoller Weg. Zukünftig wird es damit möglich sein, die Fahrenden mit noch mehr Autorität wegzuschicken. Der Gemeinderat ist der Meinung, dass seitens der Stadt bereits sehr viel investiert wurde und das Postulat erfüllt ist. Deshalb bittet er den Stadtrat, an der Abschreibung festzuhalten.

Fischer Pascal, Die Eidgenossen: Wenn jemand einen Betonblock verschiebt, um Landfriedensbruch zu begehen, sollte sich die Stadt nicht überlegen, ob sie einen grösseren Betonblock hinstellen soll. Das ist die falsche repressive Massnahme. Richtig wäre, eine Busse für Landfriedensbruch, Zerstören von fremdem Eigentum oder anderem auszusprechen. Das dürfte eine abschreckende Wirkung haben. Zudem stört es mich, dass immer weggeschaut wird. Es wird gesagt, die Fahrenden hätten das halt schon immer gemacht. Man ist viel zu nachsichtig. Wenn ein chronischer Schnellfahrer ständig zu schnell durch Biel fährt, sagt nach der 17. Busse niemand, für ihn zähle neu die Tempolimit 70 km/h. Das funktioniert nicht! Entweder gilt das gleiche Recht für alle, oder es herrschen Zustände wie im Wilden Westen. Ob diese friedlich waren, sei dahingestellt. Vor nicht allzu langer Zeit stellte ich Frau Schwickerter eine Frage zum Thema Wasser. Sie antwortete mir, Wasser versickere halt einfach, weil zum Teil Röhren kaputt oder Muffen undicht seien. Das kann sicher passieren. Ich kann dem Gemeinderat aber sagen, wo das Wasser auch noch versickert: hauptsächlich im Bözingenfeld, hinter der Rolex in Richtung Leugenen oder neuerdings auch vor der Tissot Arena. Wenn dort Wohnwagen stehen, läuft aus dem schönen, neuen Hydranten ständig Wasser. Kürzlich ging ich unbewaffnet in dieser gefährlichen Zone zwischen den fremden Fahrenden spazieren und sagte, das Wasser könnte ja abgestellt werden, wenn es niemand braucht. Darauf wurde ich angepöbelt und wörtlich wurde mir geantwortet: "*Halt d Schnurre, du dumme Siech.*" Ich bin nicht der Meinung, dass die Stadt hier ein Auge zudrücken sollte.

Rindlisbacher Hugo, Die Eidgenossen: Ich wohne im Bözingenfeld, Herr Käzigi. Was dort passiert, ist nicht schön. Es gibt keine pragmatische Lösung. Wer der Leugenen entlang spaziert, muss bei jedem dritten Schritt über ein Taschentuch hüpfen, um nicht in Exkrementen zu stehen. Wer den Fahrenden nichts abkauft, kann am nächsten Tag seinen Hausplatz putzen. Das ist nicht schön. Es gibt eine Gesetzgebung und der Gemeinderat ist gefordert, etwas zu unternehmen.

Bösch Andreas, Grüne: Wenn ich es richtig verstehe, wird der Stadtrat dazu aufgefordert, das vorliegende Postulat nicht abzuschreiben. Was wäre die Folge? Dem Stadtrat würde nochmals der gleiche Bericht vorgelegt. Heute liegt auf den Tischen ein Blatt mit der "*Praxis des Stadtratsbüros im Umgang mit ungültigen parlamentarischen Vorstössen...*" auf. Der 2. Punkt hält fest: "*Parlamentarische Vorstösse sind ungültig, wenn sie [...] die falsche Bezeichnung haben.*" Dieser Fall liegt hier vor, denn bei diesem Vorstoss handelt es sich nicht um ein Postulat, sondern um eine Motion. Es wird kein Bericht gefordert und auch keine Prüfung, sondern das Ergreifen einer Massnahme. Der Gemeinderat war so nett, sogar Antwort zu geben auf ein Postulat, das keines ist. Ich bin auch der Meinung, dass die angestossene Diskussion geführt werden muss, aber nicht mittels Aufrechterhaltung des Postulats. Das bringt den Stadtrat nicht weiter.

Sylejmani Ali, PSR: La Confédération a reconnu le droit de ces gens de continuer à vivre à leur manière. En majorité les gens du voyage, qui cherchent des places dans notre Ville, sont des citoyens et citoyennes suisses. La Suisse m'a accueilli. Je suis venu en 1991. Ce pays ne me devait rien. Je n'avais aucun lien avec la Suisse et je la connaissais par le droit international public comme un État neutre et indépendant. Mais, la Suisse m'a accueilli. Je me suis fait une place, une vie. Tant que la Confédération et le Canton n'ont pas fait leur travail et fourni assez d'espace nécessaire pour cette population, la Ville est obligée de partager ces nuisances et fournir un effort.

Gugger Reto, BDP: Ich danke für die angeregte Diskussion. Nach den Argumenten von Herrn Bösch sind die PostulantInnen damit einverstanden, den Vorstoss abzuschreiben.

La proposition du Conseil municipal n'est plus contestée par le Conseil de ville.

86. Motion urgente 20140365, (Daniel Hügli) Dana Augsburger-Brom, SP, "Améliorer les conditions de circulation pour les travailleurs et travailleuses de la zone industrielle des Champs-de-Boujean"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 7)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion.

Augsburger-Brom Dana, Fraktion SP: Bei diesem Vorstoss ging es nicht darum, die Tarife anzupassen oder zu senken. Das wurde von den Medien zum Teil falsch aufgefasst. Vielmehr ging es darum, die Industriezone Bözingen zur Libero-Tarifzone 300 (Zentrumszone Biel) zu erweitern, die heute bis zum Swiss Tennis Center geht. Ginge sie noch zwei Stationen weiter, wäre die ganze Industriezone darin inbegriffen, was für viele Arbeitnehmende Vorteile hätte. Es ging also nur darum, die Libero-Tarifzone 300 noch um zwei Stationen auszuweiten. In der Beantwortung scheint mir Einiges unlogisch. Zuerst steht, dass die Gebietsausdehnung des Libero-Abos Bund und Kanton mehrere CHF Mio. gekostet hätten, wenn die Preise nicht erhöht worden wären. Trotzdem haben Bund und Kanton CHF 2,5 Mio. beigesteuert, was eine Preissenkung von 1% zur Folge hatte. Bund und Kanton haben also die Ausweitung des Libero-Tarifverbundes beschlossen, und ich frage mich, was so schlimm daran wäre, wenn sie die Zusatzkosten für die wegfallende Tarifzone 300 übernehmen müssten. Zum Trost konnte ich lesen, dass zwar in Biel die Fahrpreise für diejenigen, die in der Industriezone arbeiten, anstiegen (von CHF 3.20 auf CHF 4.40 für die Strecke vom Bahnhof bis in die Industriezone). Dafür kostete das Billett von Ipsach in die Industriezone früher CHF 6.40, jetzt noch CHF 4.40, also genau gleich viel, wie vom Bahnhof aus. Für mich ist das kein Trost. Vielmehr finde ich das noch viel dramatischer. Für die einen wurde das Billett um einiges günstiger und andere bezahlen dafür. Das finde ich unlogisch. In der Beantwortung steht auch, dass die Unternehmen vom Libero-Tarifverbund profitierten, weil die Taktfrequenz der Busse erhöht wurde. Das stimmt gar nicht. Ich wohne in der Nähe einer betroffenen Haltestelle. Der Fahrplan blieb genau gleich. Ich weiss aus erster Hand von Unternehmen, die keine Freude an der neuen Lösung haben. Die meisten

Unternehmen unterstützen es, wenn ihre Mitarbeitenden den öV nutzen. Dann müssen sie weniger Parkplätze zur Verfügung stellen. Unternehmen und Angestellte, vor allem diejenigen aus Biel selber, sind aber unzufrieden. Klar liegt das Anliegen der Motion nicht in der Kompetenz des Gemeinderats. Sie forderte aber, dass sich der Gemeinderat, wo immer möglich, für eine Erweiterung der Libero-Tarifzone 300 einsetzt. Es gibt sicher Gelegenheiten, wo er Einfluss nehmen könnte. In den Medien hat dieses Thema grosse Diskussionen und sehr viele Leserbriefe ausgelöst. Anscheinend wurde den Arbeitnehmenden, die in der Industriezone arbeiten, nun während eines Jahres ein Rabatt gewährt. Das ist aber keine definitive Lösung. In einem Jahr dürfte diese Diskussion erneut aufflammen. Ich verstehe aber, dass das Anliegen nicht als Motion erheblich erklärt werden kann. **Deshalb beantragt die Fraktion SP, diesen Vorstoss in ein Postulat umzuwandeln und erheblich zu erklären.**

Kaufmann Stefan, FDP: Im Dezember kommt es zu einem grossen Fahrplanwechsel, über den sich viele schon heute beklagen. Bei jedem Systemwechsel gibt es solche, die profitieren und andere, die etwas benachteiligt werden. ÖV-Systeme sind flächendeckend. Herr Bösch erwähnte vorhin das auf den Tischen aufliegende Blatt betreffend Umgang mit ungültigen Vorstössen. Dieses kann auch bei vorliegendem Vorstoss herangezogen werden, denn das vorliegende Anliegen liegt nicht in der Kompetenz der Stadt Biel. Die Motion ist nicht motionsfähig. Wahrscheinlich hätte der Vorstoss mit einem Satz abgehandelt werden können. Jeder Systemwechsel erzeugt Unruhe. Möglicherweise sind die neuen Tarife höher. Das spürt man aber normalerweise nur beim ersten Jahresabonnement, nachher nicht mehr. Das ganze System ist stark austariert. Deshalb dürfte es schwierig sein, überhaupt noch Änderungen vorzunehmen, zumal die Stadt wahrscheinlich noch dafür aufkommen müsste. Das wäre nicht der richtige Weg und somit auch die Umwandlung der Motion in ein Postulat nicht. Der Vorstoss sollte abgeschrieben oder nicht erheblich erklärt werden.

Augsburger-Brom Dana, SP: Offenbar meint auch Herr Kaufmann, es gehe um die Finanzierung. Das stimmt eben nicht. Es geht nur darum, die Libero-Tarifzone 300 um zwei Stationen auszudehnen. Mir kann niemand sagen, der öV werde attraktiver, wenn diese Zone kleiner ist...

Fehr Erich, Stadtpräsident: Ich möchte einen kleinen Exkurs machen zur Organisation des öV-Systems im Kanton Bern. Darin gibt es keine kommunalen Zuständigkeiten bezüglich der Preisgestaltung. Deshalb kann der Vorstoss auch nicht als Postulat erheblich erklärt werden. Seit 1993 ist das Gesetz über den öffentlichen Verkehr (ÖVG, BSG 762.4) in Kraft. Darin wird für den öV ein Bestellverfahren vorgesehen, und zwar unter Führung des Kantons, gestützt auf einen Angebotsbeschluss des Grossen Rates. Vorbereitet werden diese Beschlüsse durch die regionalen Verkehrskonferenzen. Deshalb wurden die Verkehrsbetriebe Biel (VB) seinerzeit in die Rechtsform einer selbstständigen Gemeindeunternehmung überführt, denn die Gestaltung des öV ist keine lokale Angelegenheit mehr. Rein aufgrund des Ziels, den motorisierten Individualverkehr zu reduzieren und damit auch aus Sicht derjenigen, die hinter der Städteinitiative stehen, ist das der richtige Ansatz. Mit der heutigen Unterscheidung zwischen Arbeits- und Wohnort macht es keinen Sinn, eine kommunale Angebotsplanung vorzunehmen. Eine solche muss für die ganze Agglomeration, möglicherweise sogar über die Kantonsgrenze hinaus funktionieren.

Der Stadtrat hat schon etliche Male darüber diskutiert, was es für einen attraktiven öV braucht: attraktive Streckenführungen, kundengerechte Taktfrequenzen und möglichst einfache Tarife. Es wurde schon öfter betont, Biel habe einen schlechten Modalsplit. Dieser betrifft aber nicht das Stadtgebiet selber, sondern dessen Schnittstellen zur Agglomeration. Ich denke beispielsweise an jemanden, der in Surehorn wohnt und die Grossmutter im Spitalzentrum Biel besuchen will. Bisher mussten für diese Strecke drei oder vier öV-Billette gelöst werden. Mit dem neuen Libero-Tarifsystem braucht es nur noch ein Billett. Damit steigt die Chance, dass der öV genutzt und damit der Strassenverkehr entlastet wird. Weniger Autos bedeuten aber auch schnelleres Vorwärtskommen für all diejenigen, die noch mit dem Fahrzeug unterwegs sind. Das dürfte nachvollziehbar sein. Das Libero-Tarifsystem macht also absolut Sinn. Umstellungen schmerzen, aber am Schlimmsten ist für mich nicht für das Bözingenfeld. Von mir aus gesehen ist das ein Phantomschmerz. Darauf komme ich noch zurück. Wichtig scheint mir vielmehr, dass der städtische öV in Biel aus Sicht des Kantons in der Vergangenheit zu günstig war. Der Kanton störte sich schon lange daran, dass die öV-Angebote deutlich günstiger waren als im restlichen Kanton. Ich lasse offen, ob diese Kritik begründet war. Betragsmässig schon. Jedenfalls wollte der Kanton schon lange eine Harmonisierung der Tarife, natürlich auch, um sich finanziell etwas zu entlasten. Der Hauptunterschied zum restlichen Kanton ist, dass früher die ganze Stadt Biel, inklusive Nidau, eine einzige öV-Tarif-Zone war. In der Stadt Bern beispielsweise gelten aber schon seit 25 Jahren verschiedene Tarifzonen, weshalb der Kanton für Biel eine Angleichung anstrebte. Er hätte gerne noch mehr Zonen eingeführt als die heute gültigen, was zu massiven Preisaufschlägen auf Einzelbillette für die östlichen Wohngebiete wie Bözingen und Mett geführt hätte. Das konnte Biel verhindern. Die VB haben sich massiv und erfolgreich dafür eingesetzt, dass es nicht soweit kommt. Nach wie vor gilt für Biel somit eine spezielle Regelung.

Die von Frau Augsburg-Brom kritisierte Tarifgrenze gab es schon früher für die Abonnemente, nicht aber für die Einzelbillette. Frau Augsburg-Brom geht es vor allem um diejenigen, die häufig ins Bözingenfeld fahren. Für mich sind das AbokundInnen. Für diese gibt es praktisch keine Änderungen. Deshalb rede ich von einem Phantomschmerz. Nur die Einzelbillette wurden deutlich teurer. Deshalb sage ich offen: wer den öV kaum nutzt, soll auch einen anständigen Preis für die Bereitstellung dieses Angebots bezahlen, wenn er es mal nutzt. Ich bin klar der Meinung, dass es attraktive Angebote für AbokundInnen braucht, aber nicht unbedingt für EinzelkundInnen. Zur Erhöhung der Taktfrequenz möchte ich Folgendes sagen: im Vorstoss steht, dass eine bessere Nutzung des öV die Erhöhung der Taktfrequenzen erlaube. Wer in Vingelz wohnt, erlebt das Umgekehrte: eine zu tiefe öV-Nutzung führte zu einer Reduktion der Taktfrequenz. Vom heutigen Vorstoss speziell betroffen ist die Linie 2. Auf dieser Linie wurde das Angebot in den letzten Jahren klar ausgebaut, wenn auch nicht auf den letzten Fahrplanwechsel hin. 2013 wurde der Takt von 20 auf 15 Minuten verdichtet und die Haltestelle Bözingenfeld in Betrieb genommen. Das Angebot wurde also in diesem Sektor gerade massiv ausgebaut. Gestützt auf die bei der Stadtkanzlei eintreffenden Zuschriften kann ich zudem sagen, dass der Tarif für Parkkarten und das Parkregime im Bözingenfeld deutlich mehr zu reden geben als die Veränderungen beim Libero-Tarifverbund! Für das öV-Gesamtsystem ist eine solche Entwicklung sinnvoll. Einzig bei den Einzelbilletten führte sie zu einer massiven Mehrbelastung. Wie gesagt, finde

ich das kein Problem, zumal es diese Zonengrenze zu Zeiten des Zig-Zag-Angebotes bereits gab.

Vote

- sur la proposition du Groupe socialiste d'adopter la motion sous forme de postulat

La proposition est refusée. Par conséquent la motion est rejetée.

87. Postulat urgent 20140366, Fritz Freuler, Groupe Les Verts, Daniel Hügli, Groupe socialiste, "Améliorer les prestations de service en faveur de la population et du personnel!!!"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 8)

Le Conseil municipal propose de rejeter le postulat.

Freuler Fritz, Grüne: Ich möchte mich bei der Verwaltung und beim Stadtrat dafür entschuldigen, dass ich zum dritten Mal einen Vorstoss zum gleichen Thema eingereicht habe, diesmal sogar einen dringlichen. Die für das Personal und die Bevölkerung unhaltbaren Zustände lassen mir aber keine andere Wahl. Am 6. Juni 2013 dankte ich dem Gemeinderat für die Beantwortung meines damaligen Vorstosses 20120373 «Dienstleistung zu Gunsten Bevölkerung und Personal verbessern», eingereicht am 21. November 2012. Ich sagte damals, der Gemeinderat habe die Probleme der Dienststelle Bevölkerung erkannt. Im Februar 2014 stellte ich immer noch die gleiche unzumutbare Situation auf dieser Dienststelle fest, so dass ich den Vorstoss 20140051 mit dem gleichen Titel einreichte. Dieser wurde vom Stadtrat am 16. Oktober 2014 erheblich erklärt. In seiner Beantwortung erklärte der Gemeinderat, dass die geplanten Massnahmen per 1. Oktober 2014 umgesetzt würden und die Dienststelle, die der zuständige Direktor als "*Visitenkarte für die Stadt Biel*" bezeichnete, normal funktionieren könne. Im vergangenen Dezember musste ich feststellen, dass, wer die Dienststelle aufsuchen muss, nun nicht mehr im Treppenhaus, sondern auf dem Trottoir warten muss. Das vorliegende Postulat ist ein Hilfeschrei, weil Worte und Texte bisher wenig bis nichts bewirken konnten. Ich danke für die Zustimmung für dieses Postulat und hoffe, dass das Anliegen endlich umgesetzt wird. Zielführend und zeitgerecht kann ich diesmal weglassen...

Gugger Reto, BDP: Jetzt ziehe auch ich das Blatt betreffend ungültigen Vorstössen zu Rate: "*Parlamentarische Vorstösse sind ungültig, wenn sie nicht in schriftlicher Form erfolgen; Zeichnungen oder Fotografien gelten nicht als Schriftform; keine eindeutigen Begehren oder Fragen oder keine Begründung enthalten.*" Das vorliegende Postulat finde ich Nonsens, so leid es mir tut.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Dieser Vorstoss wird wie folgt begründet: "*Siehe gleichlautende Postulate zur Dienststelle Bevölkerung vom Stadtrat überwiesen am 6.6.2013 und 16.10.2014.*" Beim übernächsten Traktandum

hat der Stadtrat Gelegenheit, auf diese Thematik zurückzukommen. Hier gebe ich als Antwort: siehe Antworten auf frühere Vorstösse.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal de rejeter le postulat

La proposition est acceptée.

88. Interpellation urgente 20140362, Peter Moser, FDP, "Changement au Département de l'urbanisme"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 9)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Kaufmann Stefan, FDP: Im Namen von Herrn Moser kann ich informieren, dass der Interpellant von der Beantwortung befriedigt ist.

89. Interpellation urgente 20140364, Mohamed Hamdaoui, Groupe socialiste, "Le Service des habitants mérite-t-il encore son nom?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 10)

L'interpellant n'est pas satisfait de la réponse.

Hamdaoui Mohamed, PSR: Je ne suis pas satisfait de la réponse du Conseil municipal. Je dois reconnaître, que le Conseil municipal a fait des efforts. Il a présenté un diagnostic de la situation qui règne au Service des habitants. Ce qui me manque dans cette réponse, c'est un certain nombre de solutions proposées. Dans les banlieues françaises, certaines personnes doivent se lever à 2 heures du matin pour faire la queue au guichet, pour espérer être servies à 18 heures. J'espère, du fond du cœur, que cela n'arrivera jamais à Bienne!

Briechle Dennis, GLP: Die Interpellation befasst sich mit einer leidigen Angelegenheit, sie ist ja heute Abend auch schon der zweite Vorstoss zu diesem Thema. Es wird Zeit, dass sich die Situation verbessert. Eine Möglichkeit wäre, Gänge zur Verwaltung online zu erledigen. In der Beantwortung sprang mir dazu folgender Satz ins Auge: *"Alle Dienstleistungen, bei denen dies rechtlich zulässig und technisch möglich ist, werden in Zukunft über Internet abgewickelt werden können."* Kann der Gemeinderat ausführen, wie dieses *"in Zukunft"* zu verstehen ist bzw. bis wann mit der Umsetzung zu rechnen ist?

Sylejmani Ali, PSR: Ces dernières dix années, la Ville de Bienne a accueilli encore plus de personnes migrantes pour différentes raisons regroupement familial ou

autres. Apparemment, il n'y a pas eu d'augmentation du personnel au Service des habitants, suite à cette évolution. Ces dernières dix années, plus de 6'000 personnes migrantes se sont installées à Bienne. De ce fait, les tâches administratives ont augmenté, sans que l'effectif du personnel ait augmenté. Chaque passage au guichet est suivi d'un émolument. Finalement, le Service des habitants est un service payant, qui est rentable. Il faut se donner les moyens nécessaires pour réagir de façon raisonnable à cette évolution.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Es stimmt, dass dieses Thema im Stadtrat bereits viel zu reden gab und dem Gemeinderat wichtig ist. Auch mir persönlich liegt es aufgrund privater Erlebnisse am Herzen. In der Antwort wird der aktuelle Stand aufgezeigt. Verbesserungen konnten bereits erzielt werden, aber der Idealzustand wurde noch nicht erreicht. Die Situation soll noch weiter optimiert werden.

Momentan können online beispielsweise Adressänderungen bei Umzügen innerhalb der Stadt gemeldet oder Wohnsitzbescheinigungen bestellt werden. Anderes sollte bis Ende Jahr aufgeschaltet werden, beispielsweise die Formulare für die Anmeldung von EU- und Schweizer-BürgerInnen. Zwar müssen diese dann immer noch am Schalter abgegeben werden, ein erster Schritt wird aber online erledigt werden können. Dazu werden weitere Dienstleistungen kommen. Ich gehe davon aus, dass alles, was unter den bestehenden Rahmenbedingungen online gemacht werden kann, bis Ende Jahr auf der Homepage aufgeschaltet sein wird.

Abschliessend möchte ich darauf hinweisen, dass die Bieler Bevölkerung wächst, und zwar bei den AusländerInnen überproportional. Diese Dossiers sind viel aufwändiger als diejenigen der SchweizerInnen. Wie es betreffend Ressourcen weitergeht, kann ich heute noch nicht sagen. Vorerst sollen nun die eingeleiteten Reorganisationsschritte umgesetzt und evaluiert werden. Dazu braucht es Zeit. Es kann nicht erwartet werden, dass nach drei oder vier Monaten bereits alles abgeschlossen ist und bestens läuft. Ende Jahr soll aber überprüft werden, wie die Situation noch weiter verbessert werden kann.

90. Interpellation urgente 20140363, Max Wiher, Groupe PVL, "Quel est l'avenir de la salle de la Maison du Peuple?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 11)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Wiher Max, GLP: Ich danke dem Gemeinderat für seine Antwort auf meine Interpellation und stelle fest, dass die zuständigen Stellen in der Vergangenheit während Jahrzehnten Veranstaltungen im Volkshaus mit 700 Personen bewilligt haben, obwohl gemäss Pachtvertrag nur 440 Plätze zugelassen sind. Deshalb habe ich ein paar Fragen an den Gemeinderat: Welche Stelle stellte die Bewilligungen für 700 Personen aus? Wusste der Umbauverantwortliche vom Usus, dass trotz der Zulassung für 440 Personen Veranstaltungen für 700 Personen bewilligt wurden? Ich bin der Meinung, dass der Umbauverantwortliche das hätte wissen müssen und

entsprechend hätte handeln sollen. Statt diesen Umstand zu beheben, wurden Millionen Franken für anderes ausgegeben. Ich glaube, der Stadtrat hätte im Wissen dieser Fakten beim Umbau andere Prioritäten gesetzt, denn jetzt hat die Stadt einen toll renovierten Saal, der aber nur zur Hälfte gefüllt werden darf. Das ist ärgerlich für Veranstalter, Publikum und CTS. Um diesen Saal wirtschaftlich zu betreiben, ist eine Kapazität von 700 Personen, wie sie bisher bestens praktiziert wurde, dringend nötig. Ich vermute, dass eine Zulassung für 700 Personen mit einem zusätzlichen Fluchtweg via Rotonde-Treppenhaus oder -Terrasse am schnellsten und kostengünstigsten erreicht werden könnte. Die Antwort des Gemeinderats auf meine Interpellation ist mir in diesem Punkt zu allgemein. Deshalb meine letzte Frage: mit welchen Massnahmen und bis wann wird die Kapazität des Volkshaussaals wieder auf 700 Personen erhöht? Ob ich von der Beantwortung befriedigt bin, hängt von den Antworten zu den heute gestellten Fragen ab.

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Dieser Vorstoss ist sehr interessant. Ich habe daraus einiges gelernt, das ich selber nicht wusste. Herr Wiher sagte richtig, dass dieser Saal nie für mehr als 490 Personen zugelassen war, obwohl sich mehr Personen dort aufhielten. Diese Bewilligungen wurden für den Gastronomiebereich ausgesprochen. Dafür ist abschliessend der Regierungsstatthalter zuständig. Es wurden verschiedene Umbauten durchgeführt, bezüglich Brandschutzmassnahmen letztmals 2007. Bei den Umbauarbeiten von 2012 standen die Brandschutzmassnahmen nicht im Vordergrund. Saniert wurde vielmehr beispielsweise die Küche. Ich weiss nicht, wie genau meine Vorgänger, welche für diese Umbauten verantwortlich waren, die Situation kannten. Matchentscheidend dürfte aber sein, was in Zukunft gilt. Im Moment gelten nach wie vor die zugelassenen 490 Plätze. Im Bericht werden verschiedene Lösungsmöglichkeiten dargelegt. Die teuerste wäre der Einbau eines zusätzlichen Treppenhauses. Diese möchte ich nicht realisieren. Schlussendlich hätte aber der Stadtrat über ein solches Projekt zu entscheiden. Unterdessen wurde ein Experte engagiert, der mit der Gebäudeversicherung nach anderen, kostengünstigeren Varianten sucht. Zu erwähnen wäre beispielsweise der Fluchtweg über die Rotonde-Terrasse. Allerdings ergibt sich daraus auch ein Rechtsfall, denn ein solcher Fluchtweg ist bei der Gebäudeversicherung nicht vorgesehen. Es wird aber versucht, diesbezüglich zu einer Einigung zu gelangen. Der Experte und die Brandschutzbehörde waren sich aber bisher noch uneins. Die Verhandlungen laufen noch. Der Gemeinderat hofft, dass eine kostengünstige und pragmatische Lösung gefunden und die Anzahl zugelassener Personen erhöht werden kann. Heute kann ich aber noch keine definitive Lösung präsentieren.

Wiher Max, GLP: Verstehe ich es richtig, dass die eine von mir vorgeschlagene Variante, der Fluchtweg über die Rotonde-Terrasse, geprüft wird? Was ist mit der zweiten Variante, einer Treppe vom ersten Stock ins Rotonde? Ich verstehe, dass heute noch keine definitive Lösung präsentiert werden kann. Mich würde aber interessieren, wie lange es noch geht, bis die zu realisierende Variante bekannt wird und umgesetzt werden kann? Das ist die matchentscheidende Frage.

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Ich gehe davon aus, dass in zwei Monaten eine Lösung vorliegen sollte. Danach kann mit der Planung begonnen werden. Unter Umständen kann das sehr schnell gehen. Vielleicht wäre gar nicht viel zu tun. Würde die Terrassenlösung akzeptiert, könnte sofort mit der

Umsetzung begonnen werden. Wenn wirklich ein zusätzliches Treppenhaus gebaut werden müsste - und so verstehe ich Herrn Wiher (*Zwischenruf von Herrn Wiher: nein, es geht darum, das bereits bestehende Treppenhaus zu nutzen*) - ach so, ja, das wäre auch eine pragmatische Lösung... Wenn also eine dieser beiden Lösungen von der zuständigen Behörde akzeptiert wird, wird sie natürlich realisiert. Das steht aber nicht in meiner Macht. Der Gemeinderat versucht, zusammen mit dem Experten eine gute Lösung zu finden.

91. Motion 20140266, Reto Gugger, Groupe PPB/PDC/PBD, "Supprimer la subvention en faveur de la CarteCulture"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 12)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat et de l'adopter.

Gugger Reto, BDP: Ich danke der Verwaltung für die Beantwortung meiner Motion. Sicher gibt es gute Gründe, die in einer idealen Welt für die Beibehaltung der Unterstützungsbeiträge an die KulturLegi sprechen. Andererseits gibt es aber auch gute Gründe, die heute für eine Streichung dieser Beiträge sprechen. Für die Leistung in der Höhe von CHF 30'000, die Biel heute erbringt, besteht keine gesetzliche Pflicht. In den SKOS-Richtlinien ist in der Ausrichtung des Grundbedarfs für die Lebenshaltungskosten bereits ein Posten für Unterhaltung und Bildung vorgesehen. Mit der KulturLegi zahlt der Staat also eigentlich doppelt. Nur eine einzige Nachbargemeinde, nämlich Ipsach, leistet noch Beiträge an die KulturLegi. Der Gemeinderat selber nennt in seiner Beantwortung noch weitere gute Gründe. Er spricht von der relativ geringen Zahl von Nutzenden und der allgemein schwierigen Finanzlage der Stadt. Die Beantwortung stammt vom 28. Januar 2015. Sie wurde somit noch vor der Diskussion zur nachhaltigen Haushaltsanierung (NHS) verfasst. Dannzumal schrieb der Gemeinderat noch, er sei der Auffassung, dass im Rahmen der Verzichtsvorschläge grundsätzlich auch der Beitrag an die KulturLegi zur Diskussion gestellt werden sollte. Im Januar 2015 wollte der Gemeinderat dieser Diskussion aber nicht vorgreifen, weshalb er damals dem Stadtrat empfahl, die Motion in ein Postulat umzuwandeln und dieses erheblich zu erklären. Die Diskussionen zur NHS wurden letzten Monat im Stadtrat beendet. Obwohl der Gemeinderat die KulturLegi zur Diskussion stellen wollte, erschien sie weder im Topf A noch im Topf B. Warum fand diese Massnahme keinen Eingang in die NHS-Massnahmen? Der Fortbestand der KulturLegi insgesamt auf kantonaler und nationaler Ebene wäre dadurch sicher nicht gefährdet gewesen. Aus den vorgenannten Gründen möchte ich heute endlich eine abschliessende Diskussion führen. **Ich beantrage deshalb, die Motion aufrecht zu erhalten.**

Tanner Anna, SP: Diese Massnahme wurde bei den NHS-Massnahmen schon aufgeführt. Sie war einfach im Topf B, welcher der Stadtrat nicht anrührte. Für die Fraktion SP wäre somit klar, dass diese Diskussion nicht mehr geführt werden muss. In der Beantwortung wird zudem aufgezeigt, wie sinnvoll die KulturLegi ist und wie gut das Kosten-Nutzen-Verhältnis für die Stadt aussieht. Die KulturLegi schafft eine Win-Win-Situation für Personen, die Kultur geniessen wollen, aber auch selber Kultur machen. Es ist ein ganz anderes Problem, dass sich andere Gemeinden - abgesehen

von Ipsach - nicht an den städtischen Auslagen beteiligen wollen, denn es ist klar, dass auch Personen aus der Agglomeration von der KulturLegi profitieren. Das ist aber eine andere Thematik, die hier nicht diskutiert werden muss. Die Fraktion SP wird dem Gemeinderat folgen. Irritierend fand ich aber, dass in der Beantwortung steht, der Gemeinderat sei der Auffassung, grundsätzlich könne auch der Beitrag an die KulturLegi diskutiert werden. Dagegen würde sich die Fraktion SP wehren.

Frank Lena, Grüne: Die Demontage geht weiter. Die Forderung, die KulturLegi abzuschaffen, ist für die Fraktion Grüne eine weitere unüberlegte und völlig falsche Abbaumassnahme. Sie reiht sich ein in die Forderungen, Sozialhilfebeziehende loswerden zu wollen, statt sie nachhaltig in die Arbeitswelt zu integrieren und aus der Armut zu befreien. Die KulturLegi hilft auch, sich weiterzubilden, denn sie kann beispielsweise auch für Kurse an der Volkshochschule benutzt werden, also beispielsweise, um eine Sprache zu erlernen. Weiterbildung hilft bekannterweise auf dem Arbeitsmarkt. Zudem sind die angebotenen Kurse und Umschulungsmöglichkeiten auf dem RAV sehr begrenzt. Die KulturLegi ist also eine Ergänzung zu diesen Angeboten. Immer mehr wird auf Kosten der wenig Verdienenden abgebaut. Der Kanton hat die Prämienverbilligungen bei den Krankenkassen gestrichen, die KulturLegi soll abgeschafft werden. Wo soll diese Einseitigkeit noch hinführen? Bestimmt nicht zu sozialer Gerechtigkeit! Herr Gugger schreibt im letzten Abschnitt seines Vorstosses, er strebe eine andere demografische Zusammensetzung der Bevölkerung an. Diese Aussage finde ich schockierend. Sich anzumassen, die Bevölkerungszusammensetzung verändern zu wollen, ist völlig daneben. Was es braucht, ist ein Zusammenleben und Integration. Das bedingt aber, dass zuerst jemand ausgegrenzt wird. Genau das wird mit Vorstössen, wie dem vorliegenden, bezweckt. Deshalb lehnt die Fraktion Grüne diesen Vorstoss sowohl als Motion als auch als Postulat ab.

Sylejmani Ali, PSR: Dans le débat sur l'assainissement des finances, le Conseil de ville, surtout la droite, a refusé de laisser au Conseil municipal la possibilité de soutenir de façon non bureaucratique des projets d'intégration concernant une partie de la population, qui a peut-être besoin de plus de soutien que les autres. Maintenant, la motion demande de supprimer aussi la subvention en faveur de la CarteCulture. On continue de taper sur les plus démunis! Dans le même ordre du jour, il y a une interpellation urgente de Madame Donzé, qui s'intitule "Lutte contre la pauvreté". De qui se moque-t-on?

Briechle Dennis, GLP: Ich habe nur eine formelle Frage zum Antrag des Gemeinderates. Wenn der Stadtrat diesen Vorstoss als Motion überweist, ist das ein Auftrag, den Beitrag an die KulturLegi zu streichen. Wenn er die Motion abschreibt, ist das das Bekenntnis dazu, die KulturLegi nicht anzutasten, sondern sie beizubehalten. Der Gemeinderat beantragt dem Stadtrat aber, die Motion in ein Postulat umzuwandeln und dieses erheblich zu erklären. Was macht der Gemeinderat genau, wenn ihm der Stadtrat folgt?

Donzé Chantal, PDC: Puisque j'ai été interpellée tout à l'heure, je me permets de répondre. Je pense qu'il ne faut pas mélanger les pommes et les poires. Il s'agit effectivement d'aider à résorber des problèmes sociaux, mais à mon avis la CarteCulture n'est pas le moyen approprié.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Wie in der Beantwortung zu lesen ist, zählt die KulturLegi 500 Personen. Einerseits sind dies Sozialhilfebeziehende, andererseits aber hauptsächlich BezügerInnen von Ergänzungsleistungen oder einer Invalidenrente. Das finde ich wichtig. Aus der Diskussion zu den NHS-Massnahmen konnte herausgehört werden, dass sich gerade die Bürgerlichen zusammenraufen, um Topf B nicht anzurühren. Vorliegend wird nun über eine Massnahme diskutiert, die nicht im Topf A war, aber auch nicht im Topf B. Sie könnte als Topf-C-Massnahme betrachtet werden. Deshalb fände ich es inkonsequent, wenn der Stadtrat diesen Vorstoss nun als Motion überweisen würde. Selbstverständlich ist das aber ihm überlassen. Der Gemeinderat ist natürlich offen für verschiedene Lösungsmöglichkeiten. Es ist aber nicht Gegenstand dieser Motion, dieses Geld künftig vermehrt in sprachliche Schulungen zu investieren. Die formelle Frage ist berechtigt. Die vorliegende Antwort wurde vom Gemeinderat vor der NHS-Debatte im Stadtrat verabschiedet. Insofern ist der letzte Satz nicht mehr richtig. Der Gemeinderat möchte aber festhalten, dass er die Beiträge an die KulturLegi auch weiterhin sprechen möchte. Deshalb empfiehlt er dem Stadtrat, die Motion nicht erheblich zu erklären.

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Monsieur Briechle a demandé ce que cela signifierait si le Conseil de ville adoptait la motion sous forme de postulat. Que ferait le Conseil municipal dans ce cas-là?

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Würde die Motion als Postulat erheblich erklärt, wäre es ein Prüfungsauftrag. Die Antwort des Gemeinderats ist jetzt schon klar. Er möchte am Beitrag für die KulturLegi festhalten. Der Prüfungsauftrag würde nach Ablauf der Frist in diesem Sinn beantwortet.

Kaufmann Stefan, FDP: Wenn ich Herrn Feurer richtig verstanden habe, heisst das, dass der Stadtrat in Zukunft nicht mehr über Massnahmen diskutieren kann, die weder in Topf A noch in Topf B waren. Stimmt das? Es würde mich sehr erstaunen, wenn das Parlament nicht mehr über solche Massnahmen diskutieren dürfte.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Ich versuche, die Situation zu klären. Herr Feurer sagte klar, dass der Stadtrat in den letzten beiden Monaten die Diskussion zu NHS geführt hat. Dieser Weg ist noch nicht ganz zu Ende, denn momentan gibt es noch keine Mehrheit, um diesen Beschluss durch die Budgetdebatte und die Volksabstimmung zu bringen. Mehrmals wurde aber gesagt, dass weder B-Massnahmen noch neue Massnahmen eingebracht werden sollten, um einen Konsens herbeizuführen. Deshalb finde ich es zum jetzigen Zeitpunkt logisch, dass der Gemeinderat die Streichung der KulturLegi nicht will. Von mir aus gesehen sollte jetzt auch der laufende Prozess nicht mit neuen Themen belastet werden. Der Gemeinderat ist nicht naiv: selbstverständlich wird es weitere Spardiskussionen geben. Die Streichung der KulturLegi ist aber eine Massnahme, die klassischerweise in das NHS-Paket gehört hätte, wenn sie realistisch gefordert worden wäre. Der Gemeinderat schlug sie aus den von Herrn Feurer erwähnten Gründen nicht vor. Auch der Stadtrat nicht. So findet der Gemeinderat, dass dieser Vorschlag im Moment nicht weiterverfolgt werden sollte. Was in fünf Jahren ist, wissen die Götter... dann werden aber auch andere Massnahmen wieder aktuell sein. Jederzeit diskutiert werden können Massnahmen mit einer längerfristigen Wirkung. Vorliegend handelt es sich aber um eine kurzfristige Massnahme, die momentan nicht zur Debatte stehen sollte, weil ansonsten die ganze

NHS-Debatte keinen Sinn macht. Irgendeinmal muss dieses Massnahmenpaket geschnürt werden. Deshalb empfiehlt der Gemeinderat heute eher eine Ablehnung der Erheblicherklärung der Motion. Wie Herr Feuerer richtig gesagt hat, würde der Gemeinderat, sollte dieser Vorstoss als Postulat überwiesen werden, dem Stadtrat beantragen, dieses abzuschreiben. Die Beantwortung stammt vom 28. Januar 2015. Der Gemeinderat hat das NHS-Paket erst danach verabschiedet. Im Januar war somit noch gar nicht klar, welche Massnahmen das NHS-Paket umfasst und welche nicht. Heute ist dieser Vorstoss somit gegenstandslos, und ich habe erwartet, dass er zurückgezogen wird, zumal die NHS-Debatte abgeschlossen ist.

Löffel Christian, EVP: Ich habe das Gefühl, ich sei im falschen Film. Ich verstehe die Welt nicht mehr. Das ist ein ganz normaler Vorstoss, der im September eingereicht wurde, als der Stadtrat noch nicht wusste, welche Massnahmen das NHS-Paket beinhalten würde. Die nachhaltige Haushaltsanierung ist ein vom Gemeinderat ausgearbeitetes, vom Stadtrat diskutiertes Massnahmenpaket. Vorliegend geht es aber um einen ganz normalen Vorstoss, wie er schon vor zwei Jahren hätte eingereicht werden können. Die Haltung des Gemeinderats kann ich überhaupt nicht nachvollziehen. Es ist klar, dass NHS-Massnahmenpaket aufgegleist ist. Das heisst doch aber nicht, dass an diesem Massnahmenpaket stur festgehalten wird. Ansonsten schlage ich vor, dass die Budgetdebatte vom Oktober ersatzlos gestrichen wird, denn der Stadtrat hat ja alles schon diskutiert. Ich gehe davon aus, dass die eine oder andere Massnahme im Oktober nochmals diskutiert werden wird und die eine oder andere Massnahme nochmals überdacht wird. Was sagt der Gemeinderat dann? Der Stadtrat habe das bereits beschlossen und es könne nichts mehr verändert werden? Der Stadtrat ist der Souverän, er kann Vorstösse einreichen, darüber diskutieren und befinden. Der Gemeinderat hat entsprechend zu handeln.

Bösch Andreas, Grüne: Es ist eben schon so: die vorliegende Motion jetzt erheblich zu erklären, wäre in Widerspruch mit der ganzen NHS-Diskussion. Wie würden die Bürgerlichen reagieren, wenn die Linke nun beginnen würde, dringliche Motionen einzureichen für jede beschlossene, ihr aber nicht genehme NHS-Massnahme? Das machen wir doch nicht! Die Streichung der KulturLegi war als NHS B-Massnahme aufgeführt. Der Stadtrat hat sich dazu durchgerungen, im April mit Blick auf die Budgetdiskussion vom Oktober die Massnahmen so zu diskutieren, wie sie vorgeschlagen wurden. Nun soll das NHS-Massnahmenpaket noch mit einer Massnahme aus dem Topf B ergänzt werden? Es ist doch völlig verständlich, dass die Annahme dieser Massnahme einfach ein Bruch mit der NHS-Debatte darstellt. Klar werden in der Budgetdiskussion einige Massnahmen wieder aufgegriffen. Die Idee war aber, dass nun nicht noch weitere Massnahmen eingebracht und die Diskussion nochmals geführt wird.

Vote

- sur la proposition de Monsieur Gugger de maintenir la motion

La proposition est refusée. Par conséquent la motion est rejetée.

92. Motivation de l'urgence de l'interpellation interpartis 20150180, Peter Bohnenblust, Groupe FDP/PRR/EVP/EDU, Dennis Briechle, Groupe PVL, Reto Gugger, Groupe PPB/PDC/PBD, Joël Haueter, Groupe UDC/Les Confédérés "Série de mesures NHS 2016+ et controlling"

Bohnenblust Peter, FDP: Die NHS-Massnahmen wurden beschlossen und laufen zum Teil schon. Controlling ist für die Interpellanten wichtig. Die bisherigen schriftlichen und mündlichen Ausführungen reichen ihnen nicht. Bevor sie Motionen oder Postulate einreichen, möchten sie erfahren, was der Gemeinderat angedacht hat.

L'urgence est accordée.

Interruption de la séance: 20h10 - 21h10

93. Motion 20140275, Sandra Schneider, Groupe UDC/Les Confédérés, "Stop aux interdictions de stationnement chicanières"

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Madame Schneider retire la motion 20140275.

94. Motion 20140270, Lena Frank, Les Verts, "Création d'une crèche ouverte 24h/24"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 13)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion.

Frank Lena, Grüne: Der Gemeinderat sagt in seiner Antwort, die Bereitschaft sei vorhanden, eine KITA mit Nachtdienst zu realisieren. Genau das war meine Forderung. Ich liess aber offen, ob eine neue KITA geschaffen werden soll, oder ob der Nachtdienst in das Angebot einer bestehenden KITA zu integrieren sei. Dass es sich nicht lohnt, für fünf Kinder eine KITA zu eröffnen, leuchtet mir ein. Allerdings scheint der Bedarf bis um ca. 22.00 Uhr vorhanden zu sein. Trotzdem fällt die Antwort des Gemeinderats sehr knapp aus. Er scheint nicht willens, diesem Bedarf nachzukommen oder auch nur eine Überprüfung vorzunehmen. Für mich wäre dies das absolute Minimum. Das in der Stadt Bern bewährte Modell der Kita der Stiftung Elfenau wäre auch für die Stadt Biel vorstellbar. Es gäbe Möglichkeiten, den Personaleinsatz zu planen und vorgängig abzuklären, in welchen Nächten das Angebot genutzt würde. Ich sehe aber ein, dass ich meine Motion wahrscheinlich zu unklar formuliert habe. Aus diesem Grund **ziehe ich die Motion zurück**, zugunsten eines Postulats, das ich anlässlich einer nächsten Stadtratssitzung einreichen werde.

95. Motion 20140272, (Daniel Hügli) Dana Augsburger-Brom, Groupe socialiste, "Amiante: protection accrue pour la population et les artisans"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 14)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion.

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Vu que la parole n'est pas demandée, je vous propose de passer au vote.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal de rejeter la motion

La proposition est acceptée.

96. Postulat 20140273, Fritz Freuler, Groupe Les Verts, "Alléger les finances communales par une juste répartition des charges sociales"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 15)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Freuler Fritz, Fraktion Grüne: Ich bedanke mich beim Gemeinderat für die Beantwortung dieses Postulats. Der Antwort ist zu entnehmen, dass der Gemeinderat diesem Anliegen wohlwollend gegenübersteht, was mich sehr freut. Der gemeinsame Nenner lässt sich wie folgt zusammenfassen: Auch Armutskosten müssen gerecht verteilt werden. Sie fallen logischerweise eher dort an, wo die Wohnkosten relativ tief sind. Nur dort können Armutsbetroffene Wohnraum finden. Also müssen Gemeinden und Städte mit hohen Wohnkosten und meistens auch tiefen Steueranlagen jenen mit tiefen Wohnkosten helfen, ihre Armutskosten zu tragen. So, wie die Kosten für die Landwirtschaft über Subventionen geregelt werden, müssen auch die Armutskosten landesweit getragen werden. Es zeigt sich auch, dass sich Sparmassnahmen bei den vorgelagerten Systemen wie der Arbeitslosenversicherung und der Invalidenversicherung direkt auf die Sozialhilfe auswirken. Die Kosten werden somit auf die Gemeinden abgewälzt. Ein aktuelles, besonders stossendes Beispiel für diese Tendenz ist die Reduktion der Krankenkassenprämienverbilligungen im Kanton Bern. Eine Untersuchung der kantonalen Gesundheits- und Fürsorgedirektion (GEF) bei 357 neu eröffneten Sozialhilfedossiers zeigt auf, dass nur gerade 1/3 der betroffenen Personen Krankenkassenprämienverbilligungen erhielten, bevor sie Sozialhilfe beansprucht haben. Die grosse Mehrheit der Personen, die sich neu bei der Sozialhilfe anmelden, fällt somit seit der Reduktion der Krankenkassenprämienverbilligungen durch die Maschen dieses, der Sozialhilfe vorgelagerten und auf Bedarfsleistungen ausgerichteten, Systems. Für die Stadt Biel sind das nach den Revisionen der Arbeitslosenversicherung und der Invalidenversicherung erneut sehr schlechte Nachrichten. Es ist offensichtlich, dass die Armutskosten in der Schweiz sehr ungleich verteilt sind. Diese Ungerechtigkeit

nimmt weiter zu. Zieht man in Betracht, wie hoch diese Armutskosten im Vergleich zu unserem städtischen Budget sind und wie wichtig es für den Gemeinderat ist, diese Armutskosten zu senken, dann gibt es nur eine schlüssige Reaktion auf diese Situation: die Stadt muss in dieser Sache bei den verantwortlichen Behörden intervenieren, und zwar mit allen ihr zur Verfügung stehenden Mitteln. Das Postulat ist Chefsache, weil es politisch für Biel eminent wichtig ist. In diesem Sinne bitte ich den Rat, der Empfehlung des Gemeinderates zu folgen. Ich danke für Ihre Unterstützung.

Haueter Joël, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Wie alle wissen, funktioniert der Finanz- und Lastenausgleich (FILAG) im Kanton Bern sehr gut. Längst nicht alle Kantone kennen einen Lastenausgleich. Biel profitiert enorm davon. Biels Problem bei den Infrastrukturkosten und den fehlenden Steuereinnahmen von Sozialhilfebeziehenden ist schon lange bekannt. Aus Sicht der Fraktion SVP/Die Eidgenossen sollte das Anreiz für die Stadt sein, die Sozialhilfebeziehenden so rasch als möglich wieder in die Arbeitswelt zu integrieren oder den Wohnraum aufzuwerten. Es kann nicht sein, dass Biel alle Kosten, die Sozialhilfebeziehende verursachen - ich denke beispielsweise an die Infrastrukturkosten - trägt und gleichzeitig mit den Mindereinnahmen leben muss. An dieser Situation ist die Stadt aber auch selber schuld. Also muss sie auch selber wieder herausfinden. Es kann nicht sein, dass die Verantwortung nun einfach an die nächst übergeordnete Stelle abgegeben wird, so wie es die Linke immer wieder, auch in der NHS-Debatte, versucht. Verantwortungsübernahme in der Finanzpolitik ist definitiv nicht ihr Ding. Zum Vorstoss selber: aus Sicht der Fraktion SVP/Die Eidgenossen sind alle Prüfungsaufträge erfüllt. Es braucht keine regelmässige Berichterstattung. Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen sieht darin keinen Nutzen. Erstens hat der Stadtrat keine Steuerungsmöglichkeit, da die Regelungen auf kantonaler Ebene im FILAG, auf nationaler Ebene in den SKOS-Richtlinien festgelegt sind. Zweitens ist bereits klar, dass der Gemeinderat jegliche Anstrengungen unternommen hat, um die Interessen Biels zu vertreten. Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen beantragt deshalb, das Postulat erheblich zu erklären, aber als erfüllt abzuschreiben.

Bohnenblust Peter, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: Ich kann es kurz machen. Der Gemeinderat hat gute Arbeit geleistet und das Anliegen geprüft. Auch die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU ist der Meinung, es könne abgeschrieben werden. Selbst der Gemeinderat sieht keinen weiteren Handlungsbedarf. Was getan werden konnte, wurde getan. Sollte dieser Vorstoss nicht abgeschrieben werden, wird nur die Verwaltung unnötig belastet. Es ist im Interesse des Stadtrates, dass sich die Verwaltung auf das Wesentliche konzentrieren kann, zum Beispiel darauf, die Mietzinssenkungen umzusetzen.

Ogi Pierre, au nom du Groupe socialiste: Monsieur Haueter, je proteste énergiquement contre votre allégation, que la gauche dépenserait de l'argent. C'est le Conseil de ville et non seulement les socialistes qui a dépensé des centaines de milliers de francs en infrastructures, en écoles, en théâtres, en bibliothèques, en rues, en canalisations etc.

Grupp Christoph, Fraktion Grüne: Ich weiss nicht, wie diejenigen, welche die Abschreibung dieses Postulats verlangen, die Beantwortung des Gemeinderats gelesen haben. Er schreibt, dass er die Fragen zu Punkt 2 noch nicht beantworten kann, weil er dazu noch seine Arbeit erledigen muss. In Zeiten, in denen die

Sozialversicherungen weiterhin zur Diskussion stehen und in den eidgenössischen Räten ein SKOS-Rahmengesetz diskutiert wird, kann es doch nicht sein, dass der Stadtrat den Direktor Soziales und Sicherheit nicht beauftragen will, im Interesse Biels zu handeln. Von den Einsparungen bei der Krankenkassenprämienverbilligung wird Biel von allen bernischen Gemeinden am stärksten betroffen sein, denn hier sind die Einkommen und Vermögen am tiefsten. Hier gibt es auch die meisten Haushalte, die auf Krankenkassenverbilligungen angewiesen sind. Solche Verbilligungen verhindern ein Abrutschen in die Sozialhilfe. Ich erinnere an die Interpellation 20150082, Chantal Donzé, «Bekämpfung der Armut». Darin geht es um ein nationales Programm gegen die Armut, in dem auch ich in einer Projektgruppe mitarbeite. Ich rufe den Stadtrat auf, Direktor Soziales und Sicherheit zu mandatieren, in dieser Sache vorstellig zu werden. Ich finde, das heisst auch Verantwortung übernehmen, Herr Haueter. Wir sind Lokalpolitiker, gewählt von der Bieler Bevölkerung, um im Interesse der Stadt zu handeln. Ich stehe dazu, diese lokalen Interessen auch in übergeordneten Gremien zu vertreten und das Beste für Biel herauszuholen. Ich verstehe es nicht, wenn sich der Stadtrat diese Mittel vergeben will.

Baltzer Niklaus, SP: Für die SVP scheint es schwierig zu sein, zu verstehen, dass Biel andere Probleme hat als Hasliberg. Es ist aber so, dass in der Schweiz alle Geld erhalten. Am meisten, soviel ich weiss, die Bauern. In gewissen Talschaften werden hierfür bis weiss nicht wo Strassen gebaut und Buslinien unterhalten. Ich finde das gehört zu unserer Gesellschaft. Vielleicht möchten die Grosseltern aus dem Emmental heute lieber in einer grösseren Stadt wohnen. In den Städten stranden immer mehr sozial schwache Personen. Das gilt nicht nur für Biel, sondern allgemein. Es ist deshalb nichts als recht, wenn Kanton und Bund Gelder im sozialen Bereich sprechen. Es ist das Äquivalent zu dem, was bei den Bauern passiert und zu den Investitionen im Haslital. Dieser Ausgleich kann der Stadt nicht vom Hasli- oder Emmental aufgedrückt werden. Dafür muss sich Biel selber einsetzen. Die anderen schauen auch für sich. Es muss dennoch ein gemeinsamer Nenner gefunden werden. Dabei kann nicht so über Soziales gesprochen werden, wie die SVP das tut.

Scherrer Martin, SVP: Herr Baltzer, schauen Sie in der Statistik, in welchen Bereichen in den letzten Jahren die Ausgaben von Bund, Kanton und Gemeinden am stärksten gestiegen sind. Im Sozialwesen sind die Kosten exorbitant gestiegen. Dort wird am meisten Geld investiert und nichts gespart. Die Statistiken sprechen eine eindeutige Sprache. Sie können auch die städtischen Budgets seit 2005 anschauen. Auch dort stiegen die Kosten im Sozialwesen am stärksten. Jedes Jahr sind es mehrere Millionen mehr. Ihr Vergleich mit der Landwirtschaft ist völlig falsch. Mit Punkt 2c des Postulats bin ich überhaupt nicht einverstanden. Die schweizerische Konferenz für Sozialhilfe (SKOS) ist kein rechtliches, vom Volk gewähltes Organ. Es hat somit überhaupt keine Legitimation, diese Richtlinien schweizweit für verbindlich zu erklären. Erst als verschiedene Gemeinden damit drohten, aus der SKOS auszutreten und damit Druck ausübten, konnte etwas mehr Flexibilität geschaffen werden, damit repressiver gegen Personen vorgegangen werden kann, die sich nicht an die Richtlinien halten und sich weigern, Arbeit zu suchen. Sobald diese Richtlinien schweizweit verbindlich erklärt werden, würde die SKOS sofort alle Verbesserungen wieder zurücknehmen und wieder alles so machen, wie vorher. Ich unterstütze das Anliegen, das Postulat erheblich zu erklären, aber abzuschreiben.

Haueter Joël, SVP: So wie ich es verstehe, erkennt die Linke, dass die Stadt Infrastrukturkosten hat, ohne auf der Gegenseite Einnahmen verbuchen zu können. Statt dieses Problem selber anzugehen und Massnahmen zu ergreifen, um diese Situation nachhaltig zu verbessern, will sie das Problem aber an übergeordnete Stellen delegieren, die der Stadt mehr Abgeltungen zukommen lassen. Diese Haltung der Linken kann ich nicht nachvollziehen, zumal ich auch nicht weiss, wie diese Infrastrukturkosten beziffert werden könnten. Wir sind doch eine eigenverantwortliche Gemeinde, die dieses Problem anpacken und eine nachhaltige Lösung finden kann! Auch übergeordnet wird das Geld immer knapper und die anderen Gemeinden werden nicht gewillt sein, Biel mehr Geld zur Verfügung zu stellen. Deshalb muss die Stadt nun Eigenverantwortung wahrnehmen. Es kann nicht sein, dass das Problem immer weiterdelegiert wird. Der Lastenausgleich funktioniert aus meiner Sicht hervorragend. Es gibt einen Ausgleich zwischen den Kantonen und auch innerhalb des Kantons Bern. Die Gemeinden im Haslital bezahlen schon jetzt für die Bieler Sozialhilfekosten. Ich sehe das Problem von Herrn Baltzer nicht.

Bohnenblust Peter, FDP: Ich möchte etwas zu Herrn Freuler sagen. Es stimmt, dass Punkt 2 noch nicht endgültig beantwortet ist. In der Antwort des Gemeinderats steht aber auch: *"Die Möglichkeiten der direkten Einflussnahme als einzelne Stadt zur Thematik sind jedoch gering, weil die Sozialhilfe kantonal geregelt ist."* Das ist genau das Problem. Es wäre besser, die Kraft dort einzusetzen, wo die Stadt selber etwas bewirken kann. Beim vorliegenden Thema könnte allenfalls der Kontakt zu Grossräten gesucht werden. Der von der Verwaltung verlangte Bericht bringt jedenfalls nichts.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Ich danke für die interessante und sachliche Diskussion zu einer komplexen Thematik. Die Gründe zur relativ hohen Sozialhilfequote in der Region Biel wurden in einer veröffentlichten ecoplan-Studie untersucht. Dabei spielt der Wohnungsmarkt eine Rolle, aber auch die Zu- oder Abwanderung von MigratInnen. Zudem gibt es in Biel Arbeitsplätze für weniger qualifizierte Personen. Der Gemeinderat hat Ende 2013 zusammen mit dem Kanton erste Massnahmen beschlossen. Er wird seine Strategie betreffend Sozialpolitik weiterentwickeln. Parallel dazu wird er auch an seiner Strategie für eine Verbesserung der Zusammensetzung der Stadtbevölkerung in Bezug auf das Steuersubstrat weiterarbeiten. Der Gemeinderat ist also in verschiedenen Direktionen tätig, und zwar unabhängig davon, ob der vorliegende Vorstoss abgeschrieben wird oder nicht. Der Gemeinderat will diese Aufgabe wahrnehmen. Zur Frage der Einflussnahme: der Gemeinderat hat immer wieder Gelegenheit zur Stellungnahme, beispielsweise auch in einer kürzlich erfolgten Vernehmlassung zu den SKOS-Richtlinien. Nächstens steht eine Vernehmlassung zur anstehenden Revision des kantonalen Sozialhilfegesetzes (BSG 860.1) an. Dazu wird der Gemeinderat seine Meinung äussern und die Interessen der Stadt wahrnehmen. Ich kann dem Stadtrat versichern, dass der Gemeinderat ein hohes Interesse hat und engagiert ist. Er hat bereits auf einigen, auch hier nicht angesprochenen Gebieten Massnahmen in die Wege geleitet, was er auch weiterhin tun wird.

Vote

- sur la proposition du Groupe UDC/Les Confédérés d'adopter le postulat mais de le radier du rôle

La proposition est refusée. Par conséquent le postulat est adopté.

97. Postulat interpartis 20140271, Urs Käzig, Les Verts, Simon Bohnenblust, PVL, Christian Löffel, PEV, Niklaus, Baltzer, SP, "Tournant énergétique – La ville de Bienne y joue un rôle!"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 16)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Käzig Urs, Grüne: Ich danke dem Gemeinderat für die Beantwortung meines Postulats und die Bereitschaft, den gestellten Fragen nachzugehen, auch wenn er prophylaktisch die Erwartungen an die Ergebnisse stark dämpft. Ich appelliere an den Gemeinderat, einen Effort zu machen und zu zeigen, dass er sich nicht nur gerne mit dem Energiestadtlabel schmückt, sondern auch die damit implizit verbundenen Verpflichtungen ernst nimmt. Biel soll in diesem Sinn immer noch eine Zukunftsstadt sein. Der effiziente und effektive Umgang mit Energie ist einer der Schlüsselfaktoren für unsere Zukunftsfähigkeit. Ein Instrument dafür wäre der Richtplan Energie, der eine Entwicklungschance bietet. Ich bitte den Stadtrat, dem Antrag des Gemeinderats zu folgen.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

98. Interpellation 20140267, Sandra Schneider, UDC, "Qu'entreprend la Direction de la formation pour préserver les enfants de l'aide sociale?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 17)

L'interpellante est satisfaite de la réponse.

Schneider Sandra, SVP: Ich bedanke mich für die Beantwortung meiner Interpellation. Um die Sozialhilfequote in Biel längerfristig zu senken, ist es wichtig, dass der Fokus auch auf Kinder und Jugendliche gelenkt wird, besonders wenn man bedenkt, dass in Biel fast jedes vierte Kind mit Sozialhilfe aufwächst. Ich bin von den Antworten befriedigt, obschon mir noch nicht ganz klar ist, wie der Gemeinderat die dazu nötigen Ressourcen schaffen möchte.

Bösch Andreas, Grüne: Auch die Fraktion Grüne dankt der Interpellantin für diesen Vorstoss und dem Gemeinderat für die Beantwortung. Die Senkung der Sozialhilfequote kann nicht alleinige Aufgabe der Direktion Soziales und Sicherheit sein. Bildung und Unterstützung von Kindern und Jugendlichen sowie deren Eltern ist

die einzige Strategie für die langfristige Vermeidung von Sozialhilfefällen. Nur so kann erreicht werden, dass Menschen aus der Sozialhilfe herausfinden oder gar nicht erst hinein geraten. Für die Fraktion Grüne ist es keine Strategie, Sozialhilfebeziehende an andere Gemeinden zu verweisen oder deren Zuzug zu vermeiden. Etwas gestutzt hat die Fraktion Grüne bei der Beantwortung der zweiten Frage. Die Wahrscheinlichkeit, dass Kinder von sozialhilfebeziehenden Eltern selber später auch bei der Sozialhilfe landen, ist statistisch gesehen relativ hoch. Heutige Anstrengungen, die dieser Tendenz entgegenwirken, werden aber erst 2020 oder später messbar. Sie sind nicht kurzfristig aus einem Rechnungsergebnis ersichtlich oder in einem Bericht erfassbar. Es sollte allen klar sein, dass eine Person ohne Abschluss auf Sekundarstufe II langfristig Kosten generiert. Sie wird dem Staat während Jahrzehnten auf der Tasche liegen. Das heisst, dass die Unterstützung von Kindern und deren sozialhilfebeziehenden Eltern sehr wichtig ist. Diese Aufgabe muss nicht nur die DSS wahrnehmen, sondern alle Direktionen müssen involviert sein. Ich hoffe, dass sich auch die Rechte wieder an diesen Vorstoss erinnert, wenn der Stadtrat das nächste Mal über schulexterne Betreuung, Integration oder Förderung diskutiert.

Némitz Cédric, directeur de la formation, de la culture et du sport: Les enjeux sociaux sont très importants, non seulement pour la Direction de l'action sociale et de la sécurité, mais évidemment aussi pour la Direction de la formation, de la culture et du sport et l'importance commence dès le début de la scolarité. Les enfants ont droit à une formation de qualité, dès l'entrée à l'école enfantine. Le Conseil municipal doit veiller à ce que les enfants puissent suivre cette formation et mettre le plus de chances de leurs côtés, pour qu'ils soient vraiment insérés dans la société, notamment dans le monde professionnel. C'est pour cela que notre Stratégie de la formation, dont vous avez pris connaissance, met clairement le point fort dans l'entrée à l'école et dans la sortie de l'école obligatoire, pour assurer ces connexions, qui sont essentielles pour la réussite.

Vous trouvez, dans la réponse à l'interpellation, quelques exemples. J'aimerais encore en citer trois autres. La réflexion, que plusieurs écoles germanophones ont lancée dans notre Ville à propos de la 9^{ème} année obligatoire (11 heures pour les francophones): il y a toute une série de réflexions pour adapter la 9^{ème} année et la réorienter dans l'idée d'assurer cette connexion avec le monde professionnel. Ce sont des pistes extrêmement intéressantes. Une deuxième piste intéressante est le travail social scolaire, qui est encore minimal dans les écoles biennoises. Probablement, il faudrait le renforcer notamment au niveau primaire. Et enfin les perspectives concernant l'orientation professionnelle, qui sont amorcées dans la réponse. Les moyens existants doivent être mieux coordonnés et mieux utilisés. Le Canton de Vaud a lancé une initiative tout à fait originale. Il a décidé de diminuer les prestations sociales destinées aux jeunes âgés de 17, 18 ou 19 ans. Les sommes ainsi économisées ont été transformées en bourse pour la formation professionnelle. Avec cette mesure, l'attractivité des services sociaux est diminuée et l'encouragement et le soutien à la formation professionnelle sont renforcés. Ce genre d'évolution est de la compétence du Canton et je pense qu'il serait extrêmement souhaitable, que dans le Canton de Berne des pistes de ce genre soient aussi développées.

99. Interpellation 20140274, Glenda Gonzalez, Groupe socialiste, "École biennoise: égalité des chances entre alémaniques et francophones lors de la transition à la formation professionnelle ou à la formation générale?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 18)

L'interpellante est satisfaite de la réponse.

Gonzalez Glenda, PSR: Je remercie le Conseil municipal de sa réponse détaillée, qui soulève plusieurs questions. Je suis très satisfaite de voir à quel point l'école est prise en considération et fonctionne avec sa particularité à Bienne, comme notamment le bilinguisme. Bienne possède les meilleures cartes pour pratiquer un bilinguisme actif, qui intègre la population. C'est un attrait indéniable pour Bienne. Comment faire pour renforcer l'école dans sa tâche, si l'on considère que la formation est le moyen de transformer les individus? L'école a une mission d'envergure. Par rapport à la Stratégie de la formation, Monsieur Némitz vient de faire part de différents projets et changements, qui sont en cours et qui, je pense, vont aller dans le sens de rapprocher les deux systèmes scolaires. Je suppose qu'il ne s'agit pas de les opposer, mais de s'inspirer les uns des autres des bonnes idées, des bonnes méthodes et des bonnes pratiques. En ce sens, la Stratégie de la formation fait aussi état de cette volonté d'échanger et de partager les bonnes pratiques. Merci pour les initiatives prises dans ce sens. Mais, je reste persuadée qu'il est urgent de se poser la question et d'encourager les écoles dans la réflexion sur l'application du bilinguisme à l'issue de la scolarité obligatoire. La formation doit permettre aux élèves francophones d'avoir une égalité des chances sur le marché de l'emploi et pour accéder au cycle secondaire II dans les mêmes conditions que les élèves alémaniques.

Pittet Natasha, PRR: Madame Gonzales a dit que l'école est censée transformer les individus. Je ne pense pas que ce soit une tâche millénaire de l'école publique biennoise. Je pense que cela va un peu loin.

Némitz Cédric, directeur de la formation, de la culture et du sport: Evidemment, la comparaison des francophones et des germanophones dans tous les domaines est un sujet chaud à Bienne. Et la comparaison des systèmes scolaires francophone et germanophone est même un sujet ultra chaud. Il faut être très prudent dans ce domaine. Il faut respecter les particularités des deux systèmes scolaires. Il y a des cultures, des traditions, des habitudes, des programmes scolaires différents dans chaque communauté linguistique. Néanmoins, il faut profiter des cohabitations. Ces dernières années, la cohabitation entre francophones et germanophones, à l'intérieur des écoles, a été favorisée. Je pense, qu'il faudrait encore davantage en profiter.

Il faut éviter, à tout prix, d'avoir une école à deux vitesses, c'est à dire une école germanophone, qui fonctionnerait plutôt mieux et une école francophone, qui fonctionnerait plutôt moins bien ou inversement. Le bilinguisme est un enjeu important. Il faut mieux en profiter dans toute la Ville et bien sûr dans les écoles. Les parents francophones, qui ont inscrit leurs enfants dans les écoles enfantines germanophones, montrent qu'ils souhaitent véritablement que leurs enfants puissent avoir accès à la langue partenaire. Dans ce sens-là, le Conseil municipal doit prendre le bilinguisme au sérieux, non seulement avec la filière bilingue, mais aussi dans les

filières monolingues. Il doit réfléchir à des solutions meilleures, pour assurer à chaque enfant l'accès à la langue partenaire. Avec les directions d'écoles et le corps enseignant du niveau de l'école enfantine, le Conseil municipal souhaite entamer une réflexion, à partir de l'automne, pour voir quelles solutions pourraient garantir cet accès. En ce qui concerna la transition du cycle secondaire I au cycle secondaire II, il y a des enjeux importants avec la filière bilingues du gymnase. De grandes discussions ont lieu en ce moment. La Direction de la formation, de la culture et du sport est en train d'élaborer avec la Direction de l'Instruction publique, qui est responsable de ce dossier, une transition la meilleure possible pour la filière bilingue au gymnase. En effet, l'organisation du gymnase bilingue est nettement plus compliquée du fait de l'organisation différente de la transition (germanophones en quarta, francophones en tertia). Pour Bienne, il est important d'avoir une bonne filière bilingue au gymnase. L'accès à la langue partenaire pour la formation professionnelle est aussi décisif. Il y a encore beaucoup de progrès à faire dans ce domaine.

100. Interpellation 20140268, Hugo Rindlisbacher, Groupe UDC/Les Confédérés, "Mesures d'accompagnement de la circulation liées à la branche Est de l'A5"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 19)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Rindlisbacher Hugo, Die Eidgenossen: Ich danke dem Gemeinderat für die ausführliche Beantwortung meiner Interpellation. Beunruhigt hat mich als im Autogewerbe Tätiger die Antwort auf Frage 1, nämlich dass es einen umfassenden Massnahmenkatalog zu den verkehrlich flankierenden Massnahmen (vfM) geben soll. Beruhigt hat mich andererseits, dass der Verkehr nicht unnötig behindert werden soll. So sollen die vfM erst in den ersten vier Jahren nach der Eröffnung des Ostastes umgesetzt werden. Ich bin von der Beantwortung befriedigt.

101. Interpellation 20140269, Hervé Treu, Groupe socialiste, "Rue des Tanneurs (Gerbergasse), arbres et ouverture de la Suze"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 20)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Treu Hervé, PSR: La rue des Tanneurs n'est pas une promenade comme elle a été promise par les autorités en 1992. Il manque l'ouverture de la Suze, la deuxième rangée d'arbres et la végétalisation. Je suis satisfait de la réponse du Conseil municipal car il a pris mon interpellation au sérieux et répondu à toutes mes questions. Le Conseil municipal m'a également promis, qu'il ne mettrait pas ce sujet de côté. La rue des Tanneurs me tient particulièrement à cœur, parce que j'y ai vécu à partir de l'âge de 9 ans jusqu'à 18 ans. Cette rue représente un trait d'union entre la

Ville et la Vieille Ville et ce trait d'union mériterait d'être encore amélioré. Cela demande des crédits et depuis quelques semaines, la Ville a de la peine à dégager certains crédits. Mais, dans la réponse à ma question, "*La Ville de Bienne reste-t-elle attachée à la réalisation de cette promenade?*", le Conseil municipal répond avec un "oui" clair: 3 mio. fr. sont prévus pour réaliser ce projet, durant les années 2016-2019. Cette promesse compense ma désillusion à savoir que ce ne sera pas la véritable promenade, que le Conseil municipal avait promise en 1992 et non la véritable démarcation entre la Vieille Ville et la Ville nouvelle. Je remercie le Conseil municipal d'avoir pris la peine de considérer mes questions et d'y avoir répondu le mieux possible.

Bösch Andreas, Grüne: Auch die Fraktion Grüne will die Offenlegung der Schüss, wie sie bereits anlässlich der Diskussionen zum Projekt der Oberflächengestaltung deklariert hat. Damals war aber klar, dass die Offenlegung nicht realisierbar wäre. Auch über die zweite Baumreihe hat der Stadtrat schon diskutiert. Die Fraktion Grüne hat akzeptiert, dass diese unrealistisch ist. Der Stadtrat muss sich aber darüber im Klaren sein, dass die Offenlegung spätestens dann unumgänglich sein wird, wenn der Deckel über der Schüss saniert werden muss. Rechtlich gesehen ist es sehr wahrscheinlich so, dass eine Überdeckung nur noch bei Hauszugängen möglich sein wird. Zudem ist noch offen, ob eine Sanierung des Deckels günstiger käme als die Offenlegung. Das müsste noch geprüft werden. Wichtig scheint der Fraktion Grüne aber, dass das Projekt im Finanzplan mit Priorität 3 eingestuft ist. Häufig habe ich den Eindruck, der Stadtrat denke, Projekte mit dieser Priorität hätten noch Zeit. Vorliegend geht es aber um ein Projekt, das irgendeinmal realisiert und bezahlt werden muss. Das ist unausweichlich, wenn vielleicht auch nicht gerade für 2016 - 2019. Im Bericht wird erwähnt, dass es vielleicht noch etwas länger dauert, auch aufgrund der Bewilligungen. Ich rechne aber mit einem Investitionsvolumen von CHF 40 Mio., weshalb der Stadtrat solche Projekte nicht aus den Augen verlieren darf.

Schwicker Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Besten Dank Herr Treu für die Würdigung dieses Geschäfts, das tatsächlich eine lange Geschichte hat. Gewisses dauert länger, was manchmal schwer zu ertragen ist. Das ist in der Politik so, aber auch sonst im Leben. Trotzdem sollen solche Projekte nicht liegengelassen werden.

Das vorliegende Projekt ist für den Gemeinderat wichtig. Er wird das Anliegen der Interpellation umsetzen. Die Schüss ist ein wichtiges städtisches Element. Die weitergehende Offenlegung und teilweise Renaturierung geht Schritt für Schritt voran. Die Schüss ist eine Art städtisches Rückgrat und somit - neben dem See - ein wichtiges Gewässer. Die Überdeckung der Schüss im Gebiet Gerbergasse ist in schlechtem Zustand, sie muss sowieso bald saniert werden. In diesem Zusammenhang wird die Schüss mindestens teilweise offengelegt werden müssen. Es handelt sich um ein kompliziertes Projekt, denn es gibt viele private Liegenschaftszugänge, welchen Rechnung getragen werden muss. Andererseits muss das Projekt für die Stadt bezahlbar sein, weshalb Drittfinanzierungen gesucht werden müssen. In der neuen Investitionsplanung ist die Sanierung für 2020 vorgesehen, deren Planung für 2016. Eine gute Lösung braucht Zeit.

102. Postulat urgent 20150031, Natasha Pittet, PRR, "Locaux scolaires en nombre suffisant"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 21)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Pittet Natasha, PRR: Je remercie le Conseil municipal de sa réponse au demeurant plus courte que la question. Vu les trois mois qui ont passé depuis la rédaction de la réponse et la nature un peu lapidaire de celle-ci, je souhaiterais savoir dans la limite du secret d'éventuelles négociations où en est la recherche ou la création de nouveaux locaux scolaires et quand le Conseil de ville peut s'attendre à se voir présenter des projets concrets.

Némitz Cédric, directeur de la formation, de la culture et du sport: Il y a plusieurs grands projets concrets qui sont en train d'être travaillés et en plus, il y a beaucoup de petits projets. Le rachat des locaux du Gymnase à la rue des Alpes fait partie d'un des grands projets. Le Conseil municipal est en discussion avec le Canton, pour faire avancer ce dossier. Des pistes ont été élaborées et des stratégies doivent permettre aux uns et aux autres de trouver des solutions acceptables. L'année prochaine, il sera certainement possible d'occuper une partie des locaux du Gymnase de la rue des Alpes et à l'avenir, le bâtiment pourrait être acquis par la Ville. Rien n'est encore décidé, mais la volonté est là et les pistes sont sérieuses. D'autres pistes existent, notamment pour la rénovation et pour l'avenir du collège Dufour.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

103. Interpellation urgente 20150032, Niklaus Baltzer, Groupe socialiste, "Existe-t-il une base légale réglementant l'accès de personnes externes à l'Administration?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 22)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Baltzer Niklaus, SP: Aufgrund eines kleinen Satzes im Bericht Hubacher zur Administrativuntersuchung bei der Direktion Soziales und Sicherheit fragte ich in meiner Interpellation, ob es rechtliche Grundlagen für den Zutritt zur Verwaltung gibt. Der Gemeinderat hat sehr umfangreich geantwortet, dafür möchte ich herzlich danken. Offensichtlich gibt es keine rechtlichen Grundlagen, die verhindern würden, dass Drittpersonen in der Verwaltung ein- und ausgehen. Allenfalls könnte der Datenschutz verletzt sein. Die Interpellation sollte aber keine diesbezüglichen Nachforschungen auslösen. Insofern bin ich von der Beantwortung befriedigt. Während 10 Jahren war ich Präsident der Gesamt-SP Biel. Nachdem bei Herrn Feurer offensichtlich relativ häufig Parteikollegen ein und aus gingen, fragte ich mich, ob ich damals wohl etwas verpasst habe. Ich kreuzte nämlich weder bei Herrn Haag, noch bei Herrn Moeschler oder Herrn Stöckli häufig auf... Offensichtlich hat der rege Austausch auf parteipolitischer Ebene auch gewisse Folgen im Parlament. Ich habe

nämlich das Gefühl, dass das Links-Rechts-Spektrum bei Geschäften von Herrn Feurer nicht ganz so extrem ist wie bei anderen. Manchmal ist seitens SVP sogar sehr viel Verständnis für den Sozialbereich spürbar. Das finde ich positiv.

Löffel Christian, EVP: Ich kenne Herrn Baltzer als intelligenten Redner. Als ich diesen Vorstoss las, konnte ich fast nicht glauben, dass er von ihm kommt. Der Titel lautet zwar «Zutritte Fremder zur Verwaltung». Den Inhalt empfand ich aber als Pfeil gegen Herrn Feurer. Das kann ja nicht sein! Trotzdem fand ich es interessant zu lesen, wer alles Zutritt zur Verwaltung hat. Ich vertraue aber darauf, dass die Gemeinderatsmitglieder wissen, was in ihren Büros herumliegen darf, wenn sie Drittpersonen empfangen. Für diesen Vorstoss habe ich kein Verständnis. Kürzlich war auch ich im Büro eines Gemeinderatsmitglieds, und nun habe ich fast etwas Angst. Was ich dort gesehen habe, ist Wahnsinn: ich hatte einen tollen Ausblick über die ganze Stadt, das war super!

104. Interpellation interpartis 20140293, Joël Haueter, UDC, Nathan Güntensperger, PVL, "Répercussions financières de l'introduction du MCH2"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 23)

Les interpellants sont satisfaits de la réponse.

Haueter Joël, SVP: Besten Dank für die Beantwortung dieser Interpellation. Die Interpellanten sind befriedigt. Interessant finden sie insbesondere, dass die Neubewertungsreserven nicht direkt in den Bilanzüberschuss übergehen. Damit sind sie kein klassisches Eigenkapital, denn sie sind über fünf Jahre zweckgebunden. Erst danach werden sie gewinnbringend aufgelöst.

105. Interpellation 20140294, Dana Augsburg-Brom, SP, «"Charges de centre urbain": causes des conséquences financières pour la Ville et possibilités d'influence accrue aux niveaux national et cantonal»

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 24)

L'interpellante est satisfaite de la réponse.

Augsburger-Brom Dana, SP: Mit dieser Beantwortung bin ich sehr zufrieden, obwohl deren Inhalt gar nicht erfreulich ist. Meine Kritik am Inhalt ist keine Kritik am Gemeinderat. Biel hat rund 55'000 EinwohnerInnen, die Agglomeration ist etwa doppelt so gross und das Einzugsgebiet wird etwa auf das Dreifache geschätzt. Ich hatte keine Erwartungen an die Beantwortung meiner Fragen, ich dachte gar, sie könnten nicht mit konkreten Zahlen belegt werden. Zu meinem Erstaunen konnten aber konkrete Zahlen geliefert werden, auch wenn sie nicht erfreulich sind. Ich verstehe nicht, weshalb Biel beim Lastenausgleich in letzter Zeit immer negativ

abschliesst. So sieht für mich ein Lastenausgleich nicht aus, vor allem auch wenn ich sehe, dass die Stadt Bern jeweils ein grosses Plus verzeichnet. Für den Lastenausgleich gibt es offenbar verschiedene Modelle. Die Agglomeration Biel zeigt keine Bereitschaft mehr zu Solidarität. Dieses Thema wurde heute Abend ja bereits diskutiert. Ich werde nun prüfen, ob mit anderen Möglichkeiten Einfluss genommen werden könnte. Das FILAG selber ist zwar vom Kanton gegeben und nicht beeinflussbar, aber vielleicht gibt es ja einzelne Bereiche, die verhandelbar wären.

106. Postulat urgent interpartis 20150081, Ruth Tennenbaum, Passerelle, Pablo Donzé, Groupe Les Verts, Dana Augsburg-Brom, SP, Anna Tanner, SP, "Initiative pour une alimentation saine»: ne pas causer de préjudice lors de la rénovation de cuisines dans les écoles et les crèches"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 25)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Tennenbaum Ruth, Passerelle: Mit der Beantwortung des Postulats bin ich mit einer Ausnahme zufrieden. Ich danke dem Gemeinderat dafür, dass er das Anliegen aufnehmen will. Unangebracht ist der Satz, dass eine umfassende Umstellung auf Selbstproduktion erhebliche Auswirkungen auf den Betrieb und massive finanzielle und personelle Konsequenzen haben werde. Diese Aussagen sind massiv übertrieben in Bezug auf die Forderungen der Initiative. Das Postulat hat auch keine Beurteilung der Umsetzung der Initiative verlangt. Vielmehr soll es sicherstellen, dass Infrastrukturen so geplant werden, dass damit eine Umsetzung der Initiative nicht aufgrund unnötiger Kosten erschwert wird. Die Initiative für eine gesunde Ernährung verlangt nirgends eine umfassende Umstellung auf Selbstproduktion, wie früher bei den Mittagstischen. Sie verlangt vielmehr einen Verzicht auf die kalte Linie, was bedingt, dass für die Herstellung der Mahlzeiten Produktionsküchen nötig sind. Wer diese betreibt, wie viele es braucht und wo sie sich befinden, ist zu definieren. Nur wenn in jeder Tagesschule eine eigene Produktionsküche eingerichtet werden müsste, hätte dies erhebliche finanzielle und personelle Konsequenzen. Die Postulantinnen sind aber davon überzeugt, dass die frische Produktion und die Verteilung der Mahlzeiten nicht mehr kosten als die heutige Lösung. Es wäre interessant zu erfahren, auf welche Grundlage sich der Gemeinderat bei seinen Aussagen abstützt. Hat er eine Studie gemacht? Das Initiativkomitee ist aktiv daran, mögliche Umsetzungsstrategien zu entwickeln. Es ist auch mit dem zuständigen Gemeinderat ins Gespräch gekommen. Umso mehr erstaunt dieser Satz in diesem Kontext. Er ist bedauerlich. Dieses Postulat wurde auch mitunterzeichnet von Sandra Gurtner-Oesch, was auf der Beantwortung fehlt. Weil sie es von Hand ausgefüllt hat, war es vielleicht nicht klar lesbar.

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Heute diskutiert der Stadtrat nicht über die Initiative. Dieser Vorstoss ist quasi ein Durchsetzungsvorschlag für die noch nicht behandelte Initiative. Trotzdem hat der Gemeinderat geprüft, welche Küchen nächstens saniert werden müssen. Es hat sich gezeigt, dass die Küche der Tagesschule Sahligut saniert werden müsste, bevor über die Initiative entschieden ist. Dort wird aber sicher eine Lösung gefunden, zumal Frau

Tennenbaum heute sagte, dass die Initiative nicht für jede Tagesschule eine Produktionsküche fordert. Zudem wäre es auch möglich, dass Dritte ausserhalb der Schulen kochen und die Mahlzeiten warm anliefern. Das Postulat kann erheblich erklärt werden. Auch in diesem Geschäft hat es mich gefreut, mit der BKS zusammenzuarbeiten. Zum inhaltlichen Teil gibt deshalb gerne Herr Némitz Auskunft.

Némitz Cédric, directeur de la formation, de la culture et du sport: Il y a déjà quatre ans que la "liaison froide" (réfrigération) a été mise en place et un bilan de cette première phase va être fait. Lors de l'ouverture de toutes ces écoles à journée continue, l'offre de la "liaison froide" était attractive, parce qu'elle était facile à mettre en place et financièrement intéressante. Les repas ont des tarifs très concurrentiels. Avec le comité d'initiative "Pour une alimentation saine", le Conseil municipal a l'intention d'étudier, dans les prochains mois, les propositions et les solutions alternatives. Il s'agira de voir ce qui est possible du point de vue de la qualité de la nourriture ainsi que les conséquences financières. L'enjeu de renoncer à la "liaison froide" ne sera pas facile du point de vue financier. Mais, le Conseil municipal est d'accord d'étudier la question et les pistes alternatives dans les prochains mois.

Bohnenblust Peter, FDP: Die Initiative liegt noch nicht auf dem Tisch. Wenn die Bürgerlichen heute nicht viel zu diesem Geschäft gesagt haben, heisst das nicht, dass sie die Initiative unterstützen. Zudem finde ich, dass auch die kalte Linie eine gute und gesunde Ernährung gewährleistet. Die Initiative gesunde Ernährung ist sicher nicht falsch, aber es geht auch darum, Mass zu halten. Die Situation ist nicht in jedem Schulhaus gleich. Die Stadt hat kein Geld für solche Luxusanliegen. Deshalb ist die Mehrheit der Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU mässig begeistert von der Initiative. Der heutige Entscheid darf kein Präjudiz für spätere Diskussionen sein.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

107. Interpellation urgente 20150080, Maurice Paronitti, PRR, "Prévention des dérives extrémistes"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 26)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Paronitti Maurice, PRR: Chaque époque, chaque génération comporte ses dérives sectaires et ses fièvres violentes et chaque fois, ce sont des parents, des proches, des amis qui vivent et subissent détresse, impuissance et déchirements. Mon propos était de savoir s'il existait des outils à donner aux familles et aux proches en présence d'un être cher, qui se fait endoctriner ou qui se fait laver le cerveau, par naïveté, inexpérience ou révolte. Les méthodes de persuasion sont typiquement celles employées par les sectes de tout acabit, avec au bout du chemin, la mort ou, au mieux, une condition d'esclave. Mon propos n'est pas de stigmatiser la religion, mais bien les ravages que provoquent dans les familles ceux qui instrumentalisent la foi des fidèles à des fins politiques ou terroristes, plutôt sur internet qu'à la mosquée d'ailleurs. L'actualité fait que l'on parle surtout des mécanismes de radicalisation au Proche-Orient et qui ne sont pas à rechercher dans l'Islam traditionnel, pour qui le

combat de l'autoproclamé Etat islamique est totalement incompréhensible et criminel. Mais, on pourrait tout à fait aussi parler de ces jeunes volontaires de foi chrétienne, qui s'en vont combattre les terroristes sur leur terrain. L'une et l'autre option sont condamnables, car leur moteur est la haine, la violence, le racisme et l'action anti-démocratique, incompatibles avec nos valeurs. Afin d'éviter cette spirale mortifère, il est important que l'on repère les signes de radicalisation et surtout, que l'on sache à qui s'adresser si cela arrive. Dans cette optique, je remercie le Conseil municipal pour ses réponses, même si sa marge de manœuvre est faible, ainsi que la presse, qui a relayé à la fois la thématique abordée ici et les bonnes adresses qui peuvent aider. Je suis satisfait de la réponse et vous remercie de votre attention.

Bösch Andreas, Grüne: Beratungsstellen, die Hilfe anbieten, wenn Personen radikalisiert werden, sind sicher nützlich. Schon nur aufgrund der Fallzahlen ist es aber fraglich, ob sie von der Stadt betrieben werden sollen. Stutzig machte die Fraktion Grüne die zweite Frage, in der es spezifisch um muslimische Versammlungsorte geht. Sie ist nun froh, dass Herr Paronitti dies in einen Kontext gebracht hat. Für die Fraktion Grüne ist klar, dass - wenn schon - alle Glaubensrichtungen und auch sonstige Versammlungen, an welchen extremistische Standpunkte vertreten werden, überwacht werden sollten. Es ist ja gut möglich, dass in fundamentalchristlichen Kreisen Meinungen vertreten werden, die sich auch nicht zu 100% mit unserer Demokratie vertragen. Die Fraktion Grüne findet aber, dass Kontrolle und Isolation nicht der richtige Weg sein können. Vielmehr müssen Partnerschaften gesucht und Personen aus dem Umfeld der radikalisierten Personen kontaktiert werden. Deshalb teilt die Fraktion Grüne die Meinung, dass es richtig ist, dass Biel in dieser Thematik mit den kantonalen und nationalen Institutionen zusammenarbeitet, aber auch intern versucht, die Informationen so fließen zu lassen, dass alle involvierten städtischen Stellen sensibilisiert werden. Ein Problem liegt sicherlich vor.

Hamdaoui Mohamed, PSR: Tout d'abord, j'aimerais vous dire merci, Monsieur Paronitti, pour votre interpellation et le ton que vous avez utilisé en parlant d'un sujet aussi sensible. Il y a un besoin de lancer un appel à la responsabilité des parents. Je suis effondré de voir des parents qui laissent leurs enfants et adolescents aller sur internet à minuit ou à 2 heures du matin. Il ne suffit pas de faire des lois, mais il faut aussi véritablement dire: Parents, bougez-vous!

Gonzalez Glenda, PSR: Dans le titre de l'interpellation il est question de prévention, alors que toutes les questions s'articulent plutôt autour des solutions une fois le problème de la radicalisation constaté ou perçu. Concernant la prévention, n'en déplaise à Madame Pittet, l'éducation et la formation peuvent transformer les gens!

108. Interpellation urgente 20150082, Chantal Donzé, PDC, "Lutte contre la pauvreté"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 27)

L'interpellante est satisfaite de la réponse.

Donzé Chantal, PDC: L'art. 12 de la Constitution fédérale (RS 101) stipule: "*Quiconque est dans une situation de détresse et n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidé et assisté et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine*". Donc, ce qui oppose la gauche et la droite, ce n'est pas de savoir s'il faut apporter de l'aide. Cette question est réglée. La question est plutôt de savoir comment apporter cette aide lorsque le problème prend de l'ampleur. C'est la raison pour laquelle j'ai suggéré au Conseil municipal, de collaborer au programme national de lutte contre la pauvreté. Des pistes, des ébauches de solutions peuvent y être discutées, comparées, analysées et réfléchies. Il s'agit d'apporter des solutions intelligentes à un problème aigu, qui engendre de la souffrance. Je remercie beaucoup le Conseil municipal de sa réponse. J'apprécie particulièrement le souhait de collaboration entre le Département de l'action sociale et de la sécurité et le Département de la formation, de la culture et du sport.

Frank Lena, Fraktion Grüne: Die Fraktion Grüne dankt der Interpellantin für diese Fragen. Sie findet es sehr bedenklich, dass es der zuständige Gemeinderat verpasst hat, termingerecht ein Projekt einzureichen. Das nationale Programm gegen Armut, stärkt unter anderem auch die Bildungschancen sozial benachteiligter Kinder, Jugendlichen und deren Eltern. Für das Jahr 2015 wird ein zweiter Stichtag auf den 1. September festgelegt, um Projekte einzugeben. Was ist seit der Beantwortung in dieser Hinsicht gelaufen? Beabsichtigt der Gemeinderat doch noch eine Projekteingabe?

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Frau Frank, eine Projekteingabe betreffend des nationalen Programms gegen Armut wurde gemacht.

109. Motion interpartis 20140335, Sandra Schneider, UDC et Reto Gugger, PBD, "Donner un signal positif pour les commerçants à Bienne: première demi-heure de stationnement gratuite"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 28)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion.

Schneider Sandra, SVP: Der Gemeinderat möchte die Parktarife massiv erhöhen. Nebst der blauen Zone steigen auch die Preise für die Anwohnerparkkarten massiv an, beispielsweise um 27% bei den Monatskarten. Das ist erstaunlich, weil doch der gleiche Gemeinderat gerade den Anwohnenden wieder vermehrt Parkmöglichkeiten bieten möchte. Leider verpasste es die Stadt, im Rahmen meiner Beschwerde beim Regierungsstatthalter ihre neue Parkgebührenpolitik zu erklären. Herr Gugger und ich haben den Eindruck, dass die massiven Gebührenerhöhungen die Stadt unattraktiv machen, was besonders die KMU und die Geschäfte in der Innenstadt spüren werden. Um die Folgen abzumildern, fordern wir, dass in den ersten 30 Minuten gratis parkiert werden kann. Das gäbe den Bieler Geschäftsinhabenden wieder gleich lange Spiesse gegenüber den umliegenden Einkaufszentren. In seiner Antwort geht der Gemeinderat davon aus, dass ausschliesslich die Oberflächenparkplätze vom Gratisparkieren profitieren. Das stimmt aber nicht. Herr Gugger und ich beziehen

auch die stadteigenen Parkhäuser mit ein. Weiter bezweifeln wir die hohen Kosten, die mit der Umstellung der Parkuhren verbunden sein sollen. Schliesslich müssen sie im Zuge der neuen Parkgebühren sowieso angepasst werden. Eine gleichzeitige Justierung für 30 Gratisparkminuten sollte daher ohne weiteres möglich sein. Mir scheint es, als ob der Gemeinderat einzig die Einnahmen erhöhen wollte. Ich erinnere ihn gerne daran, dass die Stadt für die Unternehmen attraktiv bleiben muss. Bereits heute sind gewisse Abwanderungstendenzen spürbar. Mit dem Gratisparkieren innert der ersten 30 Minuten könnte dieser gefährlichen Entwicklung etwas Einhalt geboten werden. **Ich beantrage deshalb, die Motion erheblich zu erklären.** Besten Dank für Ihre Unterstützung.

Grupp Christoph, Fraktion Grüne: Es wird wohl niemanden erstaunen, dass die Fraktion Grüne an diesem Vorstoss keine Freude hat. Natürlich empfiehlt sie dem Stadtrat, diese Motion abzulehnen. Die angenommenen Kosten erstaunen mich. Aber selbst wenn sie um einen Drittel tiefer ausfallen würden, geht es um erhebliche Beträge. Nach der epischen NHS-Debatte kann ich mir nicht erklären, wieso der Stadtrat nun solche Geschenke machen sollte. Wohin würde es führen, wenn die erste halbe Stunde auf den Oberflächenparkplätzen gratis wäre? Ziel ist ja, die Innenstadt so weit als möglich vom motorisierten Individualverkehr zu entlasten. Mit einer solchen Regelung würde der Suchverkehr schlagartig zunehmen und es würden viel mehr Autos ins Stadtzentrum drängen. Das heisst, die verkehrspolitischen Ziele der letzten Jahre wären überholt. Der Effekt wäre nicht alleine Wirtschaftsförderung für Ladenbesitzende und das Kleingewerbe, sondern das führte auch zu einem deutlich grösseren Verkehrsaufkommen. Dazu kann die Fraktion Grüne nicht Ja sagen. Es stimmt nicht, dass die Einkaufszentren bessere Bedingungen haben. Auch dort zahlt man meistens ab der ersten Minute. Wenn von freier Marktwirtschaft die Rede ist: ich warte schon lange darauf, dass mir ein Geschäft anbietet, meine Parkierungskosten zumindest teilweise zu übernehmen. Das wäre auch gute Werbung.

Kaufmann Stefan, FDP: Persönlich bin ich auch der Auffassung, dass die Innenstadt ohne Auto attraktiver ist. Ich weiss auch nicht, ob dieser Vorstoss in die richtige Richtung zielt. Was ist in der Dufourstrasse, der Marktgasse oder dem Neumarktplatz passiert? Die Läden sind weggezogen. Auch in der Nidaugasse oder der Bahnhofstrasse gibt es an bester Lage leere Geschäfte. Ich frage mich, was die Ursache dafür ist. Wollen wir wirklich ein Zentrum, durch das man zwar schlendern kann, das aber keine Geschäfte mehr hat? Ob die mit dieser Motion vorgeschlagene Massnahme richtig ist, weiss ich nicht. Ich bin aber überzeugt, dass die heutige Politik, das Parkieren zu verunmöglichen, auch nicht erfolgversprechend ist. Die Resultate sehen nicht danach aus... Deshalb finde ich, die vorgeschlagene Massnahme könnte ausprobiert werden, denn Biel braucht eine attraktive Innenstadt.

Gurtner-Oesch Sandra, GLP: Ich bin mit Herrn Kaufmann einig: Biel braucht eine attraktive Innenstadt. Es gibt aber wirklich genügend Studien, die belegen, wo das Problem unserer Innenstadt liegt. Sie hat kein Parkplatzproblem! Ich bin dezidiert der Ansicht, dass 30 Gratisminuten nichts bringen. Die Umrüstung der Automaten würde ein Vermögen kosten, und die Massnahme bringt nichts. Biel ist eine Stadt, deshalb denken Sie bitte einmal städtisch: Nennen Sie mir ein Stadtzentrum auf der Welt, in dem man das Auto vor den Läden parkieren und rasch etwas einkaufen kann. Eine solche Stadt gibt es nicht! Deshalb sollten wir bezüglich Parkregime weitermachen

wie bisher. Das Problem der Innenstadt ist, dass die Einkaufsachse einfach zu lang ist. Das ist aber schon ewig bekannt. Es nützt nichts, die Autos gratis parkieren zu lassen!

Baltzer Niklaus, SP: Wer wirtschaftlich denkt und eine attraktive Innenstadt will, wird feststellen, dass man in Biel fast vor jeden Laden fahren kann. Es könnte sogar sein, dass gerade diese Möglichkeit dazu beiträgt, dass es in Biel eher drittklassige Läden hat, also Läden, die keine qualitativ hochwertigen Produkte anbieten, in denen aber rasch und billig eingekauft werden kann. Die Vergrößerung der Fussgängerzone hingegen könnte die Attraktivität der Innenstadt verbessern. Dies zur Wirtschaftlichkeit.

Zudem stellt sich für mich eine rechtliche Frage: Wie könnte die Securitas kontrollieren, wann jemand gekommen ist respektive wie lange diese Person schon gratis parkiert? Dieses System ist mir nicht klar. Wahrscheinlich sind die in der Beantwortung angedachten Kosten nur ein Bruchteil der Folgekosten für die Securitas. Ich kann mir nicht vorstellen, dass dieses System ohne vernünftige Kontrolle funktioniert und einfach umzusetzen ist.

Kaufmann Stefan, FDP: Eine kurze Replik: Die Kaufkraft ist nicht in Biel, sondern ausserhalb. Die Kaufkraft kommt nicht mehr nach Biel, weil sie hier nicht mehr parkieren kann. Das sind Feedbacks, die ich sehr häufig höre. Die Läden in der Innenstadt repräsentieren die Bieler Kaufkraft. Das ist das Problem. Für die teuren Läden mit qualitativ hochstehenden Produkten gibt es in Biel zu wenig Kundschaft.

Herr Baltzer, parkieren Sie einmal im Barkenhafen. Dort müssen Sie die Parkplatznummer eingeben, das Gerät gibt einen Zettel aus und die erste Stunde ist gratis. Eine Parkuhr kann so programmiert werden. Das ist durchaus machbar, dazu braucht es keine grossen Apparaturen. Vielleicht geht es nicht mit allen heutigen Parkuhren. Eine neue Generation könnte das aber sicher.

Löffel Christian, EVP: In Biel gibt es genügend Parkplätze in zentralen Parkieranlagen. Es ist Zeit, dass man sich an das Parkleitsystem gewöhnt. Von diesem war ich seinerzeit nicht erfreut, denn es kostete sehr viel. Heute finde ich es eine gute Sache. Das Parkieren in den Parkhäusern ist nicht sehr teuer. Zwar regt man sich auf, wenn man fürs Parkieren CHF 2.00 zahlen muss und geht dann für CHF 4.50 einen Kaffee trinken... Es ist also immer eine Frage der Betrachtungsweise. Es nervt mich, wenn ich höre, das Parkieren sei zu teuer. Frau Gurtner-Oesch sagte, wir sollten städtisch denken. In Städten gibt es Parkieranlagen, in denen Autos abgestellt werden können. Die Aussagen zur Kaufkraft von Herrn Kaufmann mögen stimmen. Ich frage mich einfach, welches die Alternativen zu Biel sind. Bern oder Solothurn? Wo kann denn dort parkiert werden? Sicher fahren die Leute auch dort in Parkhäuser, die am Rand der Innenstadt liegen. Offenbar sind die Ansprüche in Biel einfach anders, vielleicht weil man während Jahrzehnten verwöhnt war. Jetzt muss aber ein Umdenken stattfinden und die Innenstadt vom MIV befreit werden. Es braucht andere Lösungsansätze.

Cadetg Leonhard, FDP: Allem Anschein nach sind die Meinungen gemacht. Trotzdem ist für mich die Erreichbarkeit der Geschäfte eine Realität. Im Marketing lernt man ziemlich früh, dass der Standort im Detailhandel das Wichtigste ist. Zum

Standort gehört die Erreichbarkeit. Ich kenne etliche, die kurz bei der Metzgerei Häberli in der Altstadt einkaufen und erzählen, wie sie jeweils im Auto warten müssen. Das ist Geld, das in der Stadt ausgegeben wird und zum Teil via Steuern wieder in die Stadtkasse fliesst. Ich verstehe, dass man anderer Meinung sein kann. Für mich ist ein Auto immer noch etwas, auf das man Anrecht hat und ich finde es wichtig, dass man mit dem Auto nahe an die Geschäfte fahren kann. Ich möchte der Bevölkerung nicht vorschreiben, was sie zu tun hat. Ich bin ein extensiver Nutzer des öffentlichen Verkehrs, aber wenn es einmal sein muss, würde ich gerne mit dem Auto vorfahren können. Deshalb bitte ich den Stadtrat, diese Motion zu unterstützen.

Bösch Andreas, Grüne: Alle sind sich einig, dass etwas für die Attraktivität der Innenstadt getan werden sollte. Uneinig sind wir uns einzig über das Was. Wenn ich aber höre, die Autos seien aus der Innenstadt gedrängt worden, frage ich mich. Die Parkhäuser wurden praktisch mitten in der Stadt gebaut! Was heisst "nahe an ein Geschäft heranfahren"? 5 oder 10 Meter, also gerade vor die Tür? Nicht einmal in der Zürcher Bahnhofstrasse, wo die teuersten Läden der Schweiz sind, kann man das! Ich bin auch dafür, dass ein positives Signal für das städtische Gewerbe gesetzt wird. Wieso sollen aber die Autofahrenden bevorteilt werden? Man könnte auch sagen, alle die nicht mit dem Auto in die Stadt kommen, erhalten dafür einen Zweifränkler. Mit einer Regelung, wie sie die Motion verlangt, würden aber auch diejenigen bevorteilt, die einfach nur ihr Auto parkieren und gar nichts einkaufen. Klar kann ich mir technische Lösungen vorstellen. Die meisten Parkuhren in der Stadt funktionieren aber nicht mit einem Zettel. Die Umsetzung wäre sicher nicht einfach. Die vorgeschlagene Massnahme finde ich einseitig. Dass man mit dem Auto direkt vor die Läden fahren kann, ist nicht meine Vision unserer Stadt.

Grupp Christoph, Grüne: Ich hatte grosse Freude am Votum von Herrn Löffel. In diese Richtung sollte es gehen. Ich gebe auch Herrn Kaufmann recht. Das Problem der Gratisminuten wäre lösbar. Das von Herrn Kaufmann erwähnte Beispiel Barkenhafen ist aber nicht im Zentrum, sondern an der Peripherie von Nidau. Zur Illustration zwei Innenstadtstrassen von Biel, die Zentralstrasse und die Nidaugasse: wo spielt an einem normalen Einkaufstag die Musik? In der Nidaugasse! Dort kann flaniert werden, es gibt Parkhäuser in nächster Nähe. Die Infrastruktur gibt es an der Zentralstrasse zwar auch, wegen dem ständigen Verkehr ist sie aber einfach nicht attraktiv. Das beste Beispiel haben wir also vor der Haustür. Es sollte weiter überlegt werden, wo Fussgängerzonen ohne Gratisparkplätze Sinn machen. In den Parkhäusern könnte allenfalls über eine Lösung mit Gratisparkplätzen diskutiert werden.

Sylejmani Ali, PSR: J'habitais dans les années 1990 à Péry. Lorsque je descendais à Bienne en voiture, mon grand souci était de trouver une place libre de parking. Les prix pour les places de stationnement ne m'intéressaient pas beaucoup, malgré mes moyens modestes. Après toutes les discussions des derniers mois, qui avaient toutes pour but d'économiser de l'argent ou de trouver d'autres ressources financières, le but de cette motion me paraît absurde. Les citoyens et citoyennes de Bienne ont la possibilité de faire leurs achats dans les magasins de Bienne en utilisant les transports publiques, à vélo ou à pieds. Les personnes, qui viennent de l'extérieur pour faire des achats, ne viennent pas plus facilement parce que la première demi-heure de stationnement est gratuite. Le nombre de places de stationnement

disponibles autour des magasins est très limité. Je ne pense pas, que cette demi-heure gratuite améliorerait la situation.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Diese Diskussion ist schon fast episch und es wurden verschiedene Themen angesprochen, die keinen direkten Zusammenhang mit der vorliegenden Motion haben. Ich versuche aber gerne, darauf einzugehen, soweit es meine Direktion betrifft. Was macht eine Innenstadt attraktiv? Persönlich bin ich nicht so sicher, ob es eine Grathalbestunde für das Parkieren ist. Für mich ist es viel wichtiger, dass ich einen Parkplatz in der Nähe meines Ziels finde. Das Angebot in Biel ist bereits vorhanden. Demnächst wird noch das Parking Esplanade eröffnet. Biel kann punkto Parkplätze mit anderen Städten konkurrenzieren. In Bern oder Zürich müssen viel längere Fusswege in Kauf genommen werden. Sogar die Nidaugasse ist mit dem Coop-Parking hervorragend erschlossen. Dazu kommt, dass die Oberflächenparkplätze immer besetzt sind. Demnach müssen sie nicht durch Gratisminuten attraktiver gemacht werden, denn deren Belegung könnte durch Gratisminuten nicht gesteigert werden. Nach Schätzungen des Gemeinderats würden die Gratisminuten zudem zu Einnahmeausfällen in der Höhe von CHF 2 Mio. führen. Gesunde Finanzen gehören aber auch zu einer attraktiven Stadt. Ich habe heute von niemandem gehört, wie diese wegfallenden Einnahmen und die anstehenden Investitionen kompensiert werden sollten. Das würde mich interessieren, denn es geht um viel Geld. Wie ich soeben von meiner Gemeinderatskollegin erfahre, wären Gratisminuten im Übrigen auch reglementswidrig. Selbstverständlich könnte das entsprechende Reglement angepasst werden, es würde aber vermutlich dem fakultativen Referendum unterstehen (gemäss Ratssekretariat: Art. 12 Ziff. 3 Bst. c SGR 101.1). Wenn ich richtig informiert bin, wurden in der Innenstadt in den letzten Jahren die Parkplätze nicht reduziert. Die Autofahrenden werden also nicht an den Rand gedrängt. Herr Baltzer erkundigte sich, wie eine solche Lösung technisch umgesetzt werden könnte. Herr Kaufmann hat das Beispiel von Nidau gut erklärt. Dort werden aber andere Apparate eingesetzt als in Biel. Die Bieler Parkuhren können nicht einfach umprogrammiert werden. Vielmehr müssten neue Apparate angeschafft werden. Der Gemeinderat bezweifelt, dass eine solche Investition von CHF 2-3 Mio. sinnvoll wäre, zumal nicht sicher ist, dass sie zur Attraktivierung der Innenstadt beitragen würde. Der Gemeinderat hält vehement an seinem Antrag fest, die Motion nicht erheblich zu erklären.

Steidle Silvia, directrice des finances: En tant que présidente de la société "Parking Biel/Bienne SA", je peux vous dire, que dans 20 jours une grande partie du problème sera résolue, puisque le parking du Palais des Congrès, avec 500 places de stationnement supplémentaires, sera inauguré. Des durées de stationnement plus courtes seront introduites, pour améliorer l'attractivité des parkings souterrains. Donc vous pourrez, pour quelques centimes, stationner votre voiture dans les parkings souterrains. Le prix se monte à 1.50 fr. par heure, ce qui me paraît tout à fait raisonnable. Vous avez d'ailleurs reçu l'invitation pour l'inauguration du très beau nouveau parking du Palais des congrès le 23 juin 2015. Les trois parkings souterrains sont à une distance d'environ 500 mètres l'un de l'autre. Grâce à ces trois parkings (Vieille ville, Palais des Congrès et parking de la Gare), il existe un réseau très fourni de places de stationnement très attractives, qui rendront à mon avis la Ville de Bienne encore plus attractive.

Vote

- sur la proposition de Madame Schneider d'adopter motion.

La proposition est refusée. Par conséquent la motion est rejetée.

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Il reste moins de dix interventions sur l'ordre du jour. Donc, nous allons terminer la séance maintenant et la séance du Conseil de ville prévue demain soir est annulée. Je vous souhaite une bonne fin de soirée.

110. Nouvelles interventions

- | | | |
|-----------------|--|------------|
| 20150180 | Dringliche überparteiliche Interpellation Peter Bohnenblust, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU, Dennis Briechle, Fraktion GLP, Reto Gugger, Fraktion BVP/CVP/BDP, Joel Haueter, Fraktion SVP/Die Eidgenossen | FID |
| | NHS Massnahmepaket 2016+ und Controlling
Série de mesures NHS 2016+ et controlling | |
| 20150181 | Überparteiliche Interpellation Dana Augsburg-Brom, SP, Christoph Grupp, Grüne, Ruth Tennenbaum, Passerelle | FID |
| | Steuerausfälle durch Entlastung Kapital
Pertes dues à l'allégement de la charge fiscale sur le capital | |
| 20150182 | Motion Lena Frank, Grüne | STK |
| | Schaffung des Antragsrechts für Ausländerinnen und Ausländer
Création du droit de proposition pour les étrangères et étrangers | DSS |

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 23:10 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:

Daniel Suter

La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:

Regula Klemmer

Protokoll:

Katrin Meister

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Simone Bonjour

Claire-Lise Kirchhof